

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 26 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 8- 15 juillet 2020

TERREUR EN PLEIN JOUR À LA CAPITALE Les gangs armés ont semé la panique

En plein jour, mardi (7 juillet), les résidents des quartiers situés au centre-ville étaient en proie à la panique. Les coups de feu d'armes de gros calibre entendus presque dans tous les coins donnaient l'impression que la ville était en butte à une attaque armée d'invasisseurs étrangers. Aussi,

les piétons prenaient-ils leurs jambes à leur cou, tandis que les automobilistes tentaient-ils de s'éloigner des zones crues sous attaque pour constater que le malheur venait de toutes parts.

En effet, les hommes de Barbecue (Jimmy Chérizier), transfuge de l'institution policière, qui

a été révoqué pour mauvaise conduite, avant de se transformer en homme de main de Jovenel Moïse, lourdement armés, tiraient en l'air, dans toutes les directions. Ils avaient des comptes à régler avec le pouvoir, ils ont choisi de

Suite en page 8

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LEGISLATIVES EN R. D.

Raz de marée du Parti révolutionnaire moderne

Luis Abinader élu président au premier tour



Luis Abinader se proclame victorieux au scrutin du 5 juillet 2020.

Par Léo Joseph

Les derniers résultats du scrutin du dimanche 5 juillet, en République dominicaine, exprimant l'intention des électeurs ont donné la victoire au candidat de l'opposition, Luis Rodolfo Abinader Corona, 52 ans, candidat du aux présidentielles et fondateur du Parti révolutionnaire moderne (PRM). Le dépouillement du scrutin confirmant les prédictions faites par les différents sondages d'opinion, qui ont été effectués tout au long de la campagne, a

Suite en page 8

LA COLUMNA ESPAÑOLA

ELECCIONES PRESIDENCIALES Y LEGISLATIVAS EN R. D.

Un maremoto del Partido Revolucionario Moderno

Luis Abinader elegido presidente en la primera ronda

Por Léo Joseph

Los últimos resultados del domingo 5 de julio en la Repú-

blica Dominicana, que expresan la intención de los votantes, dieron la victoria al candidato opositor Luis Rodolfo Abinader Corona, de 52 años, candidato presi-

dencial y fundador del Partido Revolucionario Moderno (PRM). El recuento de votos confirmó las predicciones de las

Una nueva columna a pagina 4

ABANDONNÉS À EUX-MÊMES PAR LE RÉGIME MOÏSE-JOUTHE

Les communautés de l'arrière-pays se battent contre la COVID-19 avec leurs propres armes

La stratégie de lutte contre le coronavirus, dont le protocole établi s'applique de manière chaotique à la capitale, ne concerne pas vraiment les communautés de l'arrière-pays. En dépit de la propagande amorcée par le gouvernement

central, aux fins de consommation externe, donnant l'impression que les autorités sanitaires du pays sont à pied d'œuvre à l'échelle nationale, très peu, sinon pas de ressource a été mis à la disposition des laissez

pour compte. Aussi, dans la guerre contre la pandémie, les citoyens de ces régions s'appuient-ils sur leurs « propres armes » pour se défendre.

En effet, la tenue des autori-

Suite en page 4

HAPPENINGS!

**One decree too many, the
Haitian President unleashes
the ire of various sectors**



Minister of Justice Lucmane Dellile, who went AWOL for a while, is back in Haiti..pdf



Reynold Georges, Jovenel Moïse's own lawyer is not with him on the homosexual issue either.

Enjoying ruling by decree since January when he engineered the dysfunction of Parliament, President Jovenel Moïse has piled up the

decrees without thinking of their effects, until he decreed a new Penal Code to replace the one in existence since 1835, anta-

Continued on page 7

BLACK LIVES MATTER! It's happening in Brooklyn, N.Y., on Monday, July 13!



Plster Black Lives

In the context of **Black Lives Matter**, the event not to miss, on Monday, July 13, is the unveiling of a mural of **George Floyd**, at 11 am, at Flatlands Avenue, at 80th Street, in the borough of Brooklyn, N.Y. Special guest will be George's brother, Philonise Floyd.

The event is open to the public, but we're reminding all that

Continued on page 15

TRIBUNE LIBRE

Mes réflexions sur l'avenir d'Haïti

Propositions pour une vision de développement insulaire axé sur les opportunités des relations haïtiano-dominicaines

Par Père Jean-Miguel Auguste

En 2016, dès le début de mes publications intitulées "Mes Réflexions sur l'Avenir d'Haïti", j'ai pensé à y introduire quelques articles sur les relations haïtiano-dominicaines aux fins de passer de l'antagonisme de nos relations



Père Jean-Miguel Auguste

à l'instauration d'une vision de coopération binationale pour le développement insulaire.

Le moment me semble adéquat pour m'adonner sereinement à cette entreprise, conscient et convaincu qu'un avenir ra-

dieux pour nos peuples passe nécessairement par des relations productives et harmonieuses entre les deux États qui se décideront, enfin, à travailler ensemble pour le développement intégral et moins inégal de l'île, au service du bien commun des deux peuples.

Haïti et la République Dominicaine sont deux nations sœurs. Des rivalités et incompréhensions historiques les ont mises quelquefois dos-à-dos et parfois même placées au bord de l'affrontement armé, mais leur destinée géographique les contraint irrésistiblement à vivre ensemble. De plus, en pleine ère de rationalité économique, le temps n'est plus aux rivalités d'antan ni à la logique de répulsion mutuelle qui donna lieu, jadis, à ce que le géographe Jean-Marie Théodat appelle « la double insularité », c'est-à-dire la double négation de l'une et l'autre, laissant Haïti dans son monde, la République Dominicaine dans le sien et les deux s'empêchant mutuellement de dépasser leurs conflits historiques, leurs préjugés et

leurs rancunes.

Aujourd'hui, penser véritablement les relations haïtiano-dominicaines c'est penser l'Avenir d'Haïti d'une autre façon, c'est penser le développement d'Hispaniola. Penser ensemble, c'est le faire l'un avec l'autre et l'un pour l'autre. De fait, en 2020, vu le positionnement de la République Dominicaine sur l'échiquier régional Latino-Américain et caribéen, si on refuse de parler d'elle en termes élogieux comme un modèle de stabilité politique et de croissance économique continue, orgueil mis de côté, force est d'être convenable et élégant toutefois, et de parler d'elle, au minimum, comme un exemple de pays émergent.

Pour matérialiser mon idée, je proposerai donc successivement une série d'articles articulés autour des quatre grands axes thématiques, nécessaires et fondamentaux à une compréhension intégrale des relations haïtiano-dominicaines : les relations politiques (1), les relations économiques et commerciales (2), les relations socio-culturelles construi-

tes d'une part à partir des relations entretenues entre le peuple Dominicain et les immigrants Haïtiens depuis un siècle d'immigration (3) et, d'autre part, les relations de bon voisinage et d'interdépendance qui se sont établies des échanges frontaliers coloniaux à aujourd'hui. (4) Finalement, j'aborderai les perspectives et bénéfices d'une meilleure coopération entre nos deux États.

Je présente incessamment les réflexions relatives aux relations politiques.

Histoire politique des relations haïtiano-dominicaines : Quelles leçons démocratiques pour Haïti ?

(Partie 1)

L'histoire politique comparée est un instrument méthodologique passionnant que nous pouvons utiliser pour comprendre, aujourd'hui, le décollage de la société dominicaine pendant que la nôtre est visiblement en pleine décadence avec la faillite de toutes ses institutions. Les leçons de la stabilité politique dominicaine, le choix avisé de leurs dirigeants contre l'instabilité ou l'imprévisibilité du fait politique haïtien, expliquent presque tout.

Mais, faisons d'abord un très bref rappel historique.

Haïti et la République dominicaine partagent une même île de 76,480 km² colonisée par l'Espagne dès 1492 jusqu'au trai-

té de Ryswick en 1697, dans lequel cette dernière concéda un tiers du territoire à la France. Cette partie, à l'ouest de l'île, deviendra la colonie française de Saint-Domingue, jusqu'aux révoltes des esclaves qui aboutirent à l'indépendance haïtienne en 1804. De 1822 à 1844, sur demande et invitation expresse d'une grande partie de la population dominicaine, souhaitant et réclamant l'unification de l'île, le Président haïtien Jean-Pierre Boyer la dirigea entièrement. Naturellement, l'expérience fut désastreuse et la partie orientale obtint son indépendance en 1844. L'élite conservatrice dominicaine en garde d'ailleurs un goût amer et a même créé, contre les Haïtiens, le mythe du rêve de reconquête du territoire dominicain. La vérité historique est qu'il n'y a jamais eu de colonisation ni de conquête de la partie Est par les armes, mais une grande période au cours de laquelle les habitants de l'île voulant vivre harmonieusement, aspiraient à être un seul peuple et une seule nation.

Malheureusement, des mesures rétrogrades du gouvernement du président Boyer et de ses successeurs n'ont pu consolider et achever la permanence de cette unification.

Pourtant, il existe bel et bien une longue histoire de coopération entre les deux peuples, com-

Suite en page 14



Mete pitit ou a ajou sou
vaksinasyon woutin yo
kounye a, pa pita.

Vaksen yo san danje, esansyèl, epi yo pwoteje
timoun ou an kont maladi ak pwoblèm sante ki kache yo.

Rele doktè timoun ou an jodi a pou pran yon randevou.
Si ou bezwen jwenn yon doktè, **rele 311**.
Timoun ou an gendwa elijib pou swen medikal gratis,
kèlkeswa sitiyasyon imigrasyon ou.

NYC
Health

Bill de Blasio
Majistra
Oxiris Barbot, MD
Manm Komisyon

LE COIN DE L'HISTOIRE

Sur la Place d'armes du Cap-Haïtien

Par Charles Dupuy

À peu près tous les grands événements qui ont ponctué l'histoire de la colonie de Saint-Domingue ont trouvé leur aboutissement sur la place d'Armes du Cap. Proclamations officielles, exécutions de révolutionnaires, tout se passait sur cette place publique qui fut le cœur politique de la colonie française de Saint-Domingue et qui deviendra plus tard celui de la République d'Haïti.

Commençons par le marron François Mackandal le premier organisateur d'une révolte d'esclave qui, par son action de terreur, devait inquiéter la société coloniale et en ébranler les fondements. Amputé d'un bras alors qu'il travaillait sur l'habitation Lenormand de Mézy, Mackandal, devenu sorcier, préconisait l'élimination des colons par le poison et l'établissement à Saint-Domingue d'un royaume souverain dirigé par les Noirs. Selon Moreau de Saint-Méry, « *il avait persuadé les nègres qu'il était immortel et leur avait imprimé une telle terreur et un tel respect qu'ils se faisaient un honneur de le servir à genoux. [...] Les plus belles négresses se disputaient l'honneur d'être admise à sa couche* ». Probablement trahi par des esclaves dont il avait séduit les femmes, Mackandal fut capturé sur l'habitation Dufréné, près du Limbé. Conduit sous bonne escorte au Cap-Français, il fut condamné à être brûlé vif le vendredi 20 janvier 1758 par arrêt du conseil de la province du Nord.

Au jour fixé de l'exécution.

Le condamné fut conduit sur un bûcher monumental dressé sur la place d'Armes du Cap-Français. Après que l'on eut mis le feu aux fagots, Mackandal parvenait à se libérer de ses liens, à sortir de l'amas de bois incandescent et, à la suprême stupéfaction de la foule, à proférer de menaçantes imprécations cabalistiques en direction de ses bourreaux. Bien qu'il fut repris par les soldats et repoussé dans les flammes, les spectateurs effrayés se répandirent dans la ville au cri de « *Mackandal sauvé ! Mackandal sauvé !* » créant une violente panique dans la population. C'est pour cette raison que les esclaves resteront persuadés que Mackandal n'était pas mort sur le bûcher mais qu'il courait dans les bois plus libre et plus insaisissable que jamais.

On connaît la triste histoire des affranchis Ogé et Chavannes qui, après l'échec de leur mouvement révolutionnaire, tentèrent de se réfugier dans la partie de l'Est. Capturé à Hinche, ils seront rapidement extradés au Cap-Français où, après une parodie de justice, ils furent condamnés au supplice de la roue. La sentence fut exécutée sur la place d'Armes du Cap-Français le 23 février 1791. Chavannes endura son martyre avec un courage surhumain tandis qu'Ogé devait flancher et implorer la clémence de ses juges. Il faut comprendre que le châtiment de la roue était épouvantablement cruel. Le bourreau devait dévêtir le supplicié, lui lier les membres sur une grande roue de chariot couchée à terre, lui briser ensuite les articulations et les os en lui portant onze coups de barre

de fer. Devenus pliables, ses membres étaient alors entrelacés avec les rayons. Pour finir, on mettait la roue en position verticale où on laissait agoniser le condamné. Si elle avait recours à des méthodes répressives d'une telle sauvagerie, c'est que la société esclavagiste de Saint-Domingue se sentait fragile et employait les moyens les plus barbares afin de terroriser les éventuels récalcitrants à sa loi.

Six mois plus tard, et presque jour pour jour, le 22 août 1791, éclatait la révolte générale des esclaves. Leur chef, Boukman, sera tué et sa tête fixée au bout d'une pique fut exposée sur la place d'Armes du Cap. C'est aussi là que les colons dresseront l'échafaud afin de punir les nègres rebelles et pour appliquer contre eux une répression à la mesure de la folle terreur qu'ils venaient d'éprouver.

Le 29 août 1793, sur la place d'Armes du Cap, le commissaire Sonthonax proclamait la libération des esclaves de Saint-Domingue. Les cérémonies se déroulèrent dans la liesse générale et furent suivies d'une orgie de fêtes civiques et de réjouissances populaires.

En 1796, le gouverneur Étienne Laveaux nommait le général Toussaint Louverture lieutenant-gouverneur de la colonie. La cérémonie se déroula sur la place d'Armes du Cap-Français devant les troupes rassemblées. Pendant que grondait le canon et que carillonnaient les cloches, Toussaint, écrasé par l'émotion et les honneurs, répétait : « *Après bon Dieu, c'est Laveaux !* » C'était le début de

l'ascension politique fulgurante de Toussaint Louverture qui, devenu gouverneur général de la colonie, proclama sur cette même place d'Armes une constitution qui, dans les faits, transformait la colonie de Saint-Domingue en un État souverain. C'était en 1801.

En 1804, après avoir proclamé l'indépendance d'Haïti, Jean-Jacques Dessalines prit le titre de gouverneur-général à vie. Quand il apprit que Napoléon s'était fait sacrer empereur à Paris, une pétition « de la population et de l'Armée » réclamant le couronnement du gouverneur est aussitôt rédigée et acheminée aux principaux chefs militaires du pays. Les cérémonies du sacre de l'empereur Jacques Ier (c'est le titre qu'avait choisi Dessalines) se dérouleront en octobre 1804 sur la place d'Armes du Cap-Haïtien.

Sous la présidence de Salomon, on procéda à la translation du corps de Sylvain Salnave de La Saline, cette banlieue de Port-au-Prince où l'avaient inhumé ses partisans en 1870, au Cap-Haïtien, sa ville natale. C'est sur la place d'Armes que l'on enterra « *le grand capitaine* » et son corps y resta jusqu'au moment où, sous l'Occupation américaine, les Marines exigèrent que ses restes soient transférées dans une tombe familiale du cimetière de la ville.

En 1904, sous Nord Alexis, lors des festivités entourant le centenaire de l'indépendance, les citoyens de la ville du Cap pensèrent que rien ne saurait mieux souligner l'événement que l'érection d'une statue de Dessalines au milieu de la place d'Armes. L'inauguration du monument sera l'occasion pour le député du Cap d'alors de prononcer un retentissant discours sur le destin du général Dessalines, un morceau d'éloquence qui propulsera

la carrière politique du jeune parlementaire. Il s'appelait Price Mars.

C'est le président Lescot qui acheva la restauration de la cathédrale du Cap et, pour compléter son œuvre, il eut l'idée d'agrandir la place d'Armes qui, selon son projet, se prolongerait de manière à ceinturer la basilique. Devant la réticence des propriétaires riverains à céder leurs résidences à l'État et le peu d'enthousiasme de ses propres subordonnés à exécuter cet audacieux plan d'urbanisme, Lescot se vit contraint de l'abandonner.

Si le lecteur veut bien me le permettre, je terminerai avec une note personnelle. La seule fois de ma vie où j'ai vu le président Lescot, il était debout sur le parvis de la cathédrale du Cap. Il revenait tout juste de son amer et long séjour en terre d'exil. Mes camarades et moi, nous sortions de l'école. Lescot visitait l'église qu'il avait fait restaurer (*), la ville où il était né et où il avait grandi. Nous sommes passés devant lui silencieux, médusés par cette vision fugitive que nous avions d'un homme d'État dont la photo se retrouvait dans nos manuels d'histoire et qui jetait un regard lourd de tristesse en direction de la place d'Armes du Cap qui s'étalait devant lui avec ses vieux fantômes et tout écrasée par le soleil de midi.

(*) Un jour qu'il se rendait à l'école avec ses amis, Lescot lança une pierre dans les ruines de la cathédrale et cria : « *Quand je serai président et je te rebâtirai !* » Le jour où il vint inaugurer la cathédrale restaurée, ses camarades ne manquèrent pas de lui rappeler sa prédiction. C.D. coindelhistoire@gmail.com (514) 862-7185

UNE NOUVELLE RUBRIQUE À HAÏTI-OBSERVATEUR

Sans aucun doute, l'assassinat de George Floyd a suscité des changements dans quasiment tous les domaines. Il s'agit d'une révolution qui se propage comme une traînée de poudre. Haïti-Observateur n'en est pas exempt. Aussi avons-nous pris la décision d'ajouter une nouvelle rubrique qui a pour titre LA VIE DES NOIRS COMPTE/BLACK LIVES MATTER/. LAS VIDAS NEGRAS IMPORTAN EN TODAS PARTES

Les textes traiteront des sujets relatifs à l'esclavage, aux colonies esclavagistes et à la vie sous les régimes coloniaux, etc., dans tous les pays où ce système existait. Les textes seront présentés en quatre langues : français, créole, anglais et espagnol. Cette rubrique ne sera pas la chasse gardée de la Rédaction, puisque tout auteur qui soumet un texte traitant de tels sujets, rédigé dans une de ces quatre langues, recevra hospitalité. Dans la mesure où le protocole exige que ces articles soient présentés, en ces quatre langues, il reste entendu que les documents reçus dans une de celles-ci seront traduits dans les trois autres. Étant donné l'aspect global de l'esclavage, les auteurs de ces articles seront aussi universels. D'ores et déjà, nous souhaitons du succès à ce nouveau-né de nos rubriques.

BLACK LIVES MATTER EVERYWHERE (BLME)/

LA VIE DES NOIRS COMPTE PARTOUT

LA VIDA DE LOS NEGROS IMPORTA EN TODAS

PERSÉCUTION POLITIQUE DES BLACKS D'AMÉRIQUE

Révélation d'un étranglement poly-morphologique invisible (suite)

Par Berg Hyacinthe

La persécution politique des Blacks aux États-Unis d'Améri-

que est présentée *infra* sur quatre axes : (1) la persécution politique *privative* ; (2) la persécution politique *préemptive* ; (3) la persécution

politique *criminalisée* ; et (4) la persécution politique *illusoire*.

Ces Blacks gémissent sous le poids d'une peine collective qui

devra être atténuée de façon collective et ubiquitaire, puisqu'il n'existe aucune formule magique de restauration, pays-par-pays, de

la dignité humaine. Certes, la *réanimation* passe nécessairement par une nouvelle génération

Suite en page 5

LA COLUMNA ESPAÑOLA

ELECCIONES PRESIDENCIALES Y LEGISLATIVAS EN R. D.

Un maremoto del Partido Revolucionario Moderno

Luis Abinader elegido presidente en la primera ronda

Desde pagina 1

diversas encuestas de opinión realizadas a lo largo de la campaña y confirmó la intención de los votantes. Tan decisivo fue el triunfo del apóstol del cambio que el presidente saliente, así como los dos competidores del Sr. Abinader, no esperaron hasta el día siguiente (lunes) para llamarlo y darle sus felicitaciones.

En efecto, según las estadísticas oficiales proclamadas por el Consejo Electoral, del total de 17.100 votos contabilizados en 10.063 colegios electorales, Luis Abinader ganó el 52,07%. El gobernante Partido de la Liberación Dominicana (PLD), fundado por el ex presidente Juan Bosch y cuyo abanderado es Gonzalo Castillo, recibió el 37,25%. Por su parte, el ex presidente Léonel Fernández Reina, que intentaba regresar al Palacio Nacional, fue humillado por los votantes, que le dieron sólo el 8,62% de los votos. En opinión de los observadores, la derrota del ex Jefe de Estado dominicano de esta manera es un claro rechazo por parte del pueblo dominicano, que parece no haber tenido recuerdos felices de la presidencia del Sr. Fernández.

El candidato del Partido de la Liberación Dominicana (PLD), el partido gobernante, también concedió la victoria al Sr. Abinader.

Gonzalo Castillo le dijo en su breve discurso telefónico: “A partir de ahora, tenemos un presidente elegido, que será el presidente de todos los dominicanos, a partir del 16 de agosto. Felicitaciones a Luis Abinader Corona”.

Hay que señalar que Léonel Fernández, que no consiguió el respaldo de su partido, el PLD, que también es el partido de la presidencia, había decidido jugar la carta de la ruptura. Por lo tanto, había optado por unirse a un partido menor, poco conocido en la escena política de la República Dominicana. Como ex presidente de la República que había servido tres periodos consecutivos, creía que todavía podía atraer a sus antiguos votantes a su redil. Luchaba por obligar a su partido, el PLD, a elegirlo como su portavoz para las elecciones presidenciales de 2020. Con sus ambiciones políticas así definidas, se metió en problemas con el presidente de turno, Danilo Medina, quien, sin duda consciente de la decadencia política del ex presidente, había puesto sus miras preferentemente en Gonzalo Castillo.

Es cierto que, después de más de una década alejado del centro del poder, en el momento en que el Presidente Medina, al término de su segundo mandato, planeaba llevar a cabo una tercera vuelta electoral reforzando su dominio sobre el PLD, Léonel Fernández se dio cuenta de

que el camino para recuperar el poder se había vuelto, como mínimo, difícil, si no imposible. Su intento de reunir a los parlamentarios del partido gobernante (su partido también, por supuesto) para su candidatura resultó ser un desastre. De ahí su decisión de formar una alianza con el “Partido del Pueblo” bajo cuya bandera se presentó a la presidencia.

Pero el peregrinaje del Sr. Fernández para volver al poder fue un desastre que esperaba suceder. Las encuestas orquestadas a lo largo de la campaña electoral no daban esperanzas de que lograra atraer ni siquiera al 10% del electorado. Los observadores atribuyeron su obstinada determinación de perseguir su sueño a una “maniobra electoral final” que podría haber sacado de su sombrero, si hubiera tenido el valor de hacerlo. Sin embargo, parece que esas capacidades se erosionaron considerablemente, aunque el personal que podría haber llevado a cabo esos planes no estuvo disponible con el tiempo. Por cierto, se dice en algunos círculos autorizados de Santo Domingo que los chanchullos que estuvieron a punto de estropear las elecciones municipales del 15 de marzo de 2020 con irregularidades no pudieron ser reavivados para las elecciones presidenciales y legislativas del 5 de junio.

Después de esta dura derrota, que el electorado dominicano acaba de infligir al ex presidente Léonel

Fernández Reina, ¿hay todavía alguna ambición política latente en su alma de “animal político”? La respuesta a esta pregunta está en la evolución de la presidencia de Abinader. Si el apóstol del cambio se da los medios para llevar a cabo su anunciada política de liberar a la República Dominicana, especialmente de la corrupción, el panorama político dominicano habrá cambiado mucho. Esto obligará a los dinosaurios políticos a retirarse permanentemente, o a aprender nuevos talentos.

Quítese el sombrero, Presidente Medina!

Es evidente que las elecciones del 5 de julio de 2020 transcurrieron sin problemas, excepto por algunos desafortunados incidentes en los que un funcionario del PRM resultó muerto en un altercado cuya naturaleza no se aclaró, mientras que otras tres personas resultaron heridas. Este es, además, un caso histórico en la República Dominicana, dado que el presidente elegido provenía de las filas de la oposición.

Recordamos, por ejemplo, la repugnante situación de ese país cuando Francisco Peña Gónzalez, dominicano negro de origen haitiano, ganador en la primera vuelta de las elecciones presidenciales de 1996 - por no haber obtenido la mayoría necesaria para asegurar una clara victoria- fue derrocado gracias a un acuerdo considerado antinatural entre el Partido Reformista Social Cristiano (PRSC) del presidente Joaquín Balaguer y Leonel Fernández Reina, candidato del Partido de Liberación Nacional (PLD) de Juan Bosch. Para bloquear el camino de la llegada de Gómez al poder, el presidente saliente

te Balaguer concibió este acuerdo con su súper enemigo, en la persona del creador del PLD, el profesor Juan Bosch. En ese momento, Bosch, que de hecho había concluido este acuerdo con Balaguer, había sido atacado por sectores democráticos internacionales.

Como resultado de esta mala experiencia, se temía que la mentalidad xenófoba, que se cree que es muy fuerte en la República Dominicana, pudiera haber tratado de influir en las elecciones. Porque en ciertos círculos políticos de Santo Domingo, la idea de que un ciudadano dominicano de origen libanés gane las urnas es rechazada con vehemencia. Aunque, la situación de la votación en 2020 es totalmente diferente al proceso electoral de 1996. Ya que el candidato del PRM pudo obtener un margen de victoria que de alguna manera desconcertó a los potenciales conspiradores.

Sin embargo, también hay que reconocer que el Presidente Danilo observó una política de bajo perfil en relación con el Consejo Electoral, en cuya tarea se abstuvo de influir. Su decisión de intervenir, sin demora, para felicitar a Luis Abinader, es una prueba, si es que la hay, de que no tenía intención de dar tiempo a los manipuladores profesionales de la elección para consultar con vistas a encontrar una fórmula que pudiera haber hecho descarrilar la elección de Luis Abinader. Sus declaraciones, tras el anuncio de los resultados de las elecciones presidenciales, dan testimonio de su estado de ánimo con respecto a este acontecimiento histórico. Se expresó en estos términos:

Una nueva columna a pagina 12

ABANDONNÉS À EUX-MÊMES PAR LE RÉGIME MOÏSE-JOÛTHE

Les communautés de l'arrière-pays se battent contre la COVID-19 avec leurs propres armes

Suite de la page 1

tés locales (mairie, ASECs et CASECs) à l'écart de la campagne contre ce fléau est un fait réel. Quand on entend des maires monter au créneau pour dénoncer l'abandon dont ils sont l'objet de la part des autorités de Port-au-Prince, il s'agit d'un cri du cœur qu'ils lancent pour essayer, mais en vain, de sensibiliser l'équipe au pouvoir par rapport aux besoins urgents de leurs communautés. Mais Jovenel Moïse et son équipe ne se laissent pas émouvoir par ces cris. On comprend alors pourquoi, dans les régions éloignées de la capitale, les familles se débrouillent elles-mêmes pour se soigner contre la contamination au coronavirus.

75 000 gourdes octroyées aux CASECs

Certains maires se plaignaient d'être privés de moyens pour mener, tant soit peu, la lutte contre la pandémie, car, prétextant une situation économique désastreuse, le gouvernement central donne des allocations « très sélectives » aux mairies, celles dont les titulaires sont

considérés des alliés du pouvoir. Voilà pourquoi, par exemple, la mairesse d'Archahie (dont le mandat a pris fin au début de ce mois) dénonçait l'abandon de son village par le régime *Tèt Kale*. On ne doit pas ignorer le fait que Mme Petit-Frère, qui n'a jamais eu froid aux yeux pour dire ses quatre vérités au chef de l'État, le prenant à partie pour ses dérives, mais surtout pour ses mille et une promesses non tenues à la nation, est mise sur la liste noire par M. Moïse. Voilà pourquoi, la mairesse d'Archahie et ses collègues d'autres municipalités ayant affiché la même attitude envers le président se retrouvent totalement isolés par rapport aux allocations budgétaires fournies par la présidence.

Dans le cas des édiles « domestiqués » par le pouvoir, ils n'avaient aucune raison de se plaindre, car la pitance qu'ils avaient reçue, pour soit disant mener la lutte contre la pandémie, ne suffisait même pas à l'achat de savon pour encourager leurs populations à se laver les mains. Au fait, une source proche du Palais national a révélé que les décideurs du pays savaient pertinemment que les quelques milliers de

gourdes remises aux maires proches du régime *Tèt Kale* n'étaient pas vraiment destinées à financer la campagne contre le coronavirus, mais représentaient plutôt des pots de vin donnés à ces officiels.

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, l'équipe Moïse-Jouthé remet 75 000 gourdes aux CASECs et ASECs (soit, au rythme de 113 gourdes pour un dollars U.S., moins de USD 700 \$). Il y a de quoi se poser la question de savoir, quels genres de fournitures et d'équipements sanitaires peuvent acheter 75 000 gourdes ? Cela explique l'initiative personnelle des habitants des communes et sections rurales éloignées de la capitale s'ingéniant à trouver des remèdes facilement accessibles et coûtant peu d'argent pour se soigner contre la contamination au coronavirus.

Dans les provinces, 75 % de la population sont victimes de la « fyèw kraze zo »

Pour être restées loin des communautés de l'arrière-pays, les autorités de Port-au-Prince préposées à la gestion de la lutte contre la pandémie ne détiennent

aucune ou très peu d'informations relatives à la propagation de la maladie dans ces régions. Des personnes interrogées, qui ont indiqué n'avoir pas été en butte à la contamination, pour la simple et bonne raison que les symptômes connus, et dont les informations sont communiquées, n'ont pas été enregistrés dans ces zones. Par contre, on affirme que la «*fyèw kraze zo* » a fait des ravages énormes affectant au moins 75 % de la population.

Avec très peu ou pas d'assistance du gouvernement central, les habitants de l'arrière-pays se soignent avec une longue liste de feuilles servant à préparer des infusions et des concoctions dont le goût amer est particulièrement signalé comme propriété qui limite les effets de la maladie et remet le consommateur sur ses pieds en moins d'une semaine. Sans rentrer dans les détails relatifs à la préparation, les noms des feuilles signalées sont connus dans tous les coins et recoins des provinces d'Haïti. Les gens de ces régions, qui se font passer pour leurs propres guérisseurs, se félicitent du succès de leurs remèdes maison. Dans la région du Sud-Est et du grand Sud, on signale que depuis déjà une semaine, aucun cas de cette fièvre mystérieuse n'a été répertorié.

Si ces habitants banalisent l'apport du gouvernement central, en matière d'aide à leurs communautés, ceux-ci, par contre, prennent religieusement ces «*potions magiques amères* » quotidiennement, à longueur de journée, dans certains cas. Les thés, infusions et autres remèdes signalés dans la lutte contre la pandémie, dans ces zones, se préparent en mettant ensemble jusqu'à sept différentes feuilles et écorces à la fois qui sont bouillies. Le produit obtenu est refroidi et recommandé d'être consommé à température normale. Bien que certaines gens préfèrent l'ingurgiter chaud.

Les ingrédients, que les gens de l'arrière-pays disent utiliser pour combattre

la «*fyèw kraze zo* » sont : assorossi, armoise, papaye, coquelicot, derrière dos, verveine, pètpèt (ainsi connu), trompette marron, fond bazin, persil, origan, fleur et feuille de calebasse avec aloe vera auxquels on ajoute du miel. D'autres personnes préfèrent placer tous ces produits dans un malaxeur pour être liquéfiés et consommés sous forme de purée crue.

Faute de bénéficier de l'appui des autorités du pays, dans la lutte contre le coronavirus, les communautés communales et des sections rurales ainsi que celles de certaines villes éloignées de la capitale bénéficient du soutien de certains mécènes de ces régions ainsi que de l'apport d'églises locales liées à l'ONG «*Compassion Internationale* ».

Un groupe de personnes ont déclaré qu'elles jurent par l'efficacité de la combinaison suivante : l'équivalent de six pouces d'écorce de chêne qu'on fait bouillir avant d'y ajouter 3 feuilles d'armoise qu'on fait bouillir encore durant trois minutes additionnelles. Puis on y ajoute 3 cuillérées à thé d'aloë vera broyé et du miel à son goût, que l'on consomme à chaud. Pour accréditer la vertu de cette potion, des personnes ont fait savoir, à titre d'exemple, qu'un voisin, qui avait des problèmes respiratoires et qui était subitement devenu aveugle, a recouvré la vue et commencé à respirer normalement, environ une heure après avoir consommé cette concoction.

Ces mêmes personnes disent avoir l'assurance que les remèdes naturels qu'ils consomment ont des vertus médicinales réelles extraordinaires. Une d'entre elles se félicite du fait que le Premier ministre Jouthé, lors d'une conversation téléphonique avec Lilianne Pierre-Paul, de Radio Kiskeya, a fait une réflexion qui leur donne raison. Répondant à une question de celle-ci sur la pandémie, M. Jouthé a déclaré : «*Nou gen laprivyè, nou gen renmèd fèyè* ».

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

BLACK LIVES MATTER EVERYWHERE (BLME)/ # LA VIE DES NOIRS COMPTE PARTOUT #LA VIDA DE LOS NEGROS IMPORTA EN TODAS

Suite de la page 3

transethnik et éclairée. Car ce sont les mêmes bourreaux qui abattent des arbres, lesquels sont indispensables au renouvellement naturel de la circulation d'oxygène dans leur système respiratoire... qui abattent des animaux en pleine récréation familiale pour le plaisir de tuer et de glorifier la mort... et qui prétendent ignorer la désintégration catastrophique de notre planète, au profit de leurs intérêts mesquins, à peine voilés : un cocktail suicidaire contre l'évolution progressive de l'humanité, de ses grottes ancestrales africaines à la migration interstellaire, en passant par le tourisme spatial.

Il s'agit là d'un balayage télé-cognitif sombre de la psyché des adhérents au racisme systémique. C'est la preuve d'une ignorance amplifiée par l'arrogance : un comportement suicidaire. De toute évidence, ce phénomène d'étranglement a des racines profondes et nombreuses. Il va falloir déployer de grands moyens en vue d'accompagner cette nouvelle génération munie, paradoxalement, de « ventilateurs » de marques et de modèles différents. Certes, la réanimation ne va pas être facile.

Néanmoins, on peut déjà commencer à respirer, puisque les négociations sérieuses passent nécessairement par cette nouvelle génération consciente, éveillée et éclairée. Celle-ci a signifié ouvertement et publiquement son acte de divorce avec ce système injuste et raciste. Elle n'avait pas créé ni soutenu ce racisme systémique qui ravage les communautés noires au-delà des frontières états-uniennes. Cette nouvelle génération n'est pas responsable des actes odieux du passé. Toute tentative de vengeance par excès de zèle risque de perturber cette synergie positive qui alimente ce mouvement de res-

tauration de la dignité des Noirs aux quatre coins de la planète.

Quelle persécution politique : La nature polysémique de la persécution politique des Blacks aux États-Unis d'Amérique

Dans le contexte du racisme systémique, la persécution politique est un type d'oppression consistant à appliquer à une personne ou à un groupe de personnes des mesures ou des traitements injustes, violents ou cruels, pour des raisons d'ordre racial. Elle vise vicieusement l'empêchement à un citoyen d'exercer ses droits civiques et politiques inhérents à son statut d'homme libre dans une société prétendument démocratique. Or la « dé-citoyennisation », pratiquée contre les membres de la communauté noire, aboutit souvent à la déshumanisation et à l'humiliation.

Quand le système carcéral d'un pays est construit sur la logique du maintien derrière les barreaux une frange importante de la population noire, on comprend immédiatement le rôle de l'incarcération massive dans le plan cynique visant à priver cette communauté d'un quelconque pouvoir politique. De potentiels dirigeants politiques sont étouffés dans l'œuf. Et ceux qui survivent miraculeusement sont confrontés à une vague de violence gratuite alimentée par certains bourreaux conditionnés de la Police. Les preuves ont été fournies et projetées sur nos écrans, petits et grands, ces derniers temps. Les Blacks sont chassés des urnes par nombre de stratagèmes ficelés *ex-ante* au sein des laboratoires du méchant. On parle ici de la « persécution politique *privative* », à savoir, empêcher la jouissance des droits civiques et politiques par des stratagèmes perfides consistant à « *changer les règles du jeu en plein match* ».

La persécution politique ne saurait être limitée aux pratiques de suppression de vote concernant celui qui jouit de ses droits civiques et politiques. À titre d'exemple, quand l'esclave était considéré 100 % machine de production : ¼ chose ; ¼ humain ; ¼ bête ; et ¼ machine, aux yeux du maître, bien sûr, il n'y avait pas de droits civiques et politiques à préserver. En revanche, de manière subtile et invisible, l'esclave subissait de la persécution politique *préemptive*, notamment, empêcher son accès aux droits civiques et politiques, empiétant ainsi sur le droit des Blacks d'Amérique à l'autodétermination.

Le droit de vote des Blacks, en Amérique, constitue-t-il une illusion constitutionnelle ? Le timing des arrestations et des poursuites judiciaires peut aussi confirmer l'intention et la volonté de persécuter. Il s'agit de la persécution politique *criminalisée*, c'est à dire, empêcher la jouissance des droits civiques et politiques par des dossiers criminels concoctés de toutes pièces. La manipulation de la logistique du système électoral et le blocage de l'accès aux bureaux de vote confirment aussi bien la manifestation du racisme systémique. La réduction programmée du nombre de bureaux de vote constitue l'énième élément d'un stratagème sophistiqué de persécution politique à l'encontre de l'Afro-Américain depuis l'arrivée forcée de leurs ancêtres sur les côtes de Virginie. Ironie du sort, en 2020, mensonges après mensonges, déceptions après déceptions, trahisons après trahisons, les Blacks d'Amérique sont persécutés subtilement et parfois ouvertement, dans la poursuite de l'exercice de leurs droits civiques et politiques. Il s'agit enfin de la persécution politique *illusoire*.

Recommandations

En attendant qu'une commission spéciale soit instituée pour répertorier, cataloguer et géo-référencer les statues et les monuments historiques jugés offensifs par une frange importante de la population, ce mouvement pacifique devrait se prononcer en faveur d'un moratorium sur certaines activités susceptibles de freiner son élan vertigineux.

À ce stade, il serait judicieux de stopper le démantèlement anarchique des monuments historiques, en proposant un plan parallèle visant à mettre fin aux provocations en provenance d'un camp ou de l'autre. Ainsi pourrait-on préserver l'héritage historique à travers des musées et d'autres centres destinés à cette fin. La protection du patrimoine non-collectif doit être maintenue à des fins pédagogiques, selon des protocoles négociés à l'amiable ou déterminés par la justice. On écrit une nouvelle page de l'histoire, basée tant sur les expériences positives que les expériences négatives du passé d'un peuple, mais, Blacks ou Blancs, Jaunes ou Rouges, nul n'a le droit de réécrire l'histoire. Celle-ci se répète uniquement en versions originales, mais elle n'est pas rééditable.

De toute évidence, pour avoir été associée aux crimes de sang documentés et marqués par des massacres, du lynchage et des incendies volontaires, sur une période de quatre cents ans, l'étreinte de la persécution politique des Blacks, en Amérique, s'anamorphose en étranglement étouffant et se désagrège dans les conditions d'un *apartheid à peine voilé*.

Cette atrocité humiliante qui en résulte est insoutenable. Heureusement, une nouvelle génération, l'arc-en-ciel interethnique intrépide, s'attaque aux défis. À cet effet, l'impact de la persécution politique des Noirs aux États-Unis d'Amérique dans le

futur sera mesuré à l'aune des changements opérés en faveur de cette population noire, trop longtemps opprimée.

En définitif, l'émancipation réelle des Noirs exige un travail collectif et inclusif, à portée globale. Une telle approche facilite la reconnaissance universelle des valeurs, des contributions et surtout de la dignité de l'homme noir. Car le succès d'un peuple, ou d'une ethnie, ne se mesure jamais à la hauteur des exploits individuels, comptabilisés individuellement, mais collectivement. D'où l'intérêt porté sur l'organisation de cette collectivité globale : le point de départ de toute tentative sérieuse de s'attaquer à ce phénomène hybride et poly-morphologique de persécution politique subtile des Blacks aux États-Unis d'Amérique.

Nota Bene : Dans la prochaine édition, nous explorerons l'importance d'une structure mondiale organisée qui promeut « *Black Lives Matter* » partout. En fait, alors qu'ils soutiennent cette noble cause, les dirigeants politiques américains, les entreprises américaines ainsi que les législateurs, à Washington, ne doivent plus ignorer le cri de millions de Blacks vivant dans ces pays récemment décrits comme des « *trous de merde* », car le plaidoyer en faveur « *Black Lives Matter* » s'applique aux Blacks vivant à travers le monde. En cet égard, le choix d'un leader noir, au niveau national, ne devrait pas s'appuyer sur les anciens étudiants des Grandes Écoles ou sur des postes de haut niveau qui ne sont pas directement liés à la lutte contre le racisme systémique en Amérique (la brutalité policière, persécution politique, pratiques d'embauche déloyales, pour éviter une liste exhaustive.

A NEW COLUMN IN HAITI-OBSERVATEUR

Without a doubt, the assassination of George Floyd has brought about changes in almost every area. It is a revolution that's spreading like wildfire. Haiti-Observer is not exempt from it. That is why we have decided to add a new section entitled LA VIE DES NOIRS COMPTE/BLACK LIVES MATTER/. LAS VIDAS NEGRAS IMPORTANTAN EN TODAS PARTES

The texts submitted will deal with subjects relating to slavery, slave colonies and life under colonial regimes, etc., in all countries where this system existed. The tarticles will be presented in four languages: French, Creole, English and Spanish. This section will not be the preserve of the Editorial Staff, since any author who turns in a text for publication dealing with such subjects, written in one of these four languages, will receive hospitality. Insofar as protocol requires that these articles be submitted in these four languages, it is understood that documents received in one of these four languages will be translated into the other three. Given the global nature of slavery, the authors of these articles will also be global both as far as ethnicities and languages are concerned. We wish great success to this new addition to our columns.

BLACK LIVES MATTER EVERYWHERE (BLME)/ # LA VIE DES NOIRS COMPTE PARTOUT # LA VIDA DE LOS NEGROS IMPORTA EN TODAS

POLITICAL PERSECUTION OF BLACKS IN THE UNITED STATES An invisible, polymorphic chokehold revealed

By Berg Hyacinthe

The subtle political persecution of Blacks in the United States of

America is revealed according to its four basic manifestations: (1) privative political persecution; (2) preemptive political persecution; (3) criminalized political perse-

cution; and (4) illusory political persecution.

As stated in earlier publications, in dealing with a Black collective punishment, one must ac-

count for the universal nature of human dignity. Political persecution of Blacks in America must be addressed in a collective, multidimensional and ubiquitous man-

ner, for there is no country-by-country secret recipe to restore Black dignity. Indeed,

Continued page 12

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Nan konplo kont Ayiti a, se eleksyon sou kontwòl gang, pou « Bandi Legal » ka tounen

Si nou t ap suiv devlopman siti-yasyon an byen, nou ka konprann poukisa otorite etranje k ap rale fisèl pa anba vin parèt aklè kounye a pou di n, vole ponpe fòk nou bwè dlo santi a kanmenm. Fòk nou aksepte nenpòt ki eleksyon yo deside ban nou, swa-dizan pou demokrasi ka blayi nan peyi Dayiti, menm jan nou konstate ke olye se demokrasi, se «demonkrasi» k ap layite kò l depi tout lane y ap dikte sa k pou fèt ann Ayiti.

Vwala ke pou dat 4 jiyè a, fèt endepandans Etazini, anbasadè yo a nan Pòtoprens, di byen klè eleksyon tou dwat, sou kontwòl prezidan ki la a, ki fè alyans ak gang pou met Ayiti tout bon anba kontwòl «bandi legal» yo, ki ansasinen mounn, kidnape, dechèpiye, ki lage anpil fanmi nan lapenn e ki kreye lapèrez toupatou. Si m ap di sa k pa sa, tanpri eksplike m sa nou konprann nan pawòl Madan Michele J. Sison met deyò a, nan dat endepandans peyi l la. M ap bay li an franse, jan l di l la epi li fè mete l sou adrès entènèt anbasad la, kivedi se pozisyon ofisyèl Etazini:

« Sans un gouvernement démocratiquement élu, Haïti ne peut progresser rapidement. Il y a de grands espoirs que les élections se tiennent en Haïti cette année, un besoin même. Un gouvernement de transition ne fera pas l'affaire. Cessez de vous chamailler sur les détails, commencez à supporter le processus et les candidats de votre choix. Peuple haïtien, vous devez exiger l'organisation des élections ».

Men li, toudenkou, anbasadè Sison enterese nan eleksyon, tandiske prezidan Jovenel Moïse (Jovenel Moïse) gen konbyen lane la a, li pa janm fè you eleksyon pou depite osnon senatè, jan Konstitisyon an mande l la. Eleksyon majistra, CASEC ak ASEC, bliye sa. E lè lide l di l, li ranvwaye senatè ale jan l vle, koupe 2 lane sou manda yo. Epi li sèl k ap gouvènmen. Tou sa, Madan Sison pa di kwenk.

Antouka, kounye a sa enterese l fopaplis. Men kanmenm gen anpil bagay li pa di nan kominike l la. Li pa di « Toutes les conditions sont réunies pour des élections démocratiques ! » Li pa bay manti, paske se pa kesyon de eleksyon demokratik k ap regle. Epi l pa kwè se nesès pou l pale de sekirite pou elesyon l yo, paske gang yo kòmanse « federe », fè alyans antre yo, pou kontwole

tout bagay.

Nou di yo « kòmanse », paske gwo demonstrasyon Jimmy Chérizier, ke tout mounn konnen sou non batay li *Barbecue (Babekyou)*, te bay nan dat 21 jen a se pou l te montre kijan bagay yo pral fèt. Anbasadè a ta ka menm di, « Mais, ce n'est que le commencement ». Jan pawòl la di a, « Sa nou wè a se twòkèt la, chay la dèyè ». Anvan dat bouyi vide a, se gang nan tout zèn k ap deja «



Chèf gang siperyè Jimi Cherizye ke yo rele Babikyou.

federe », kidonk p ap gen dezòd, eksepte dezòd pa gang yo, nèska?

Afè ke se sèl « 9 gang » ase ki fè alyans nan zòn Pòtoprens la se bounda nini. *Babekyou* anonse ke l deja ap diskite ak lòt gang nan peyi a ki pral fè menm jan ak gang pa l yo pou peyi a ka sou bon kontwòl. Pinga pèsonn akize n, di se mwen menm k ap fè koze, di ke gang yo simaye nan tout peyi a. Men se pa youn sekre pou pèsonn, paske gang yo pran lari, san lapolis pa ka manyen yo. Epi yo pase minis ak konmisè gouvènman nan betiz lè swa-dizan mesye Leta sa yo di y ap vin arete yo. Kòmsi minis ak konmisè gouvènman pa konn wòl yo ! Kòmsi yo kwè yo pi wo plase ke prezidan an !

Antouka, men jounal *Le Nouvelliste* la bay bon jan limyè sou kesyon gang yo ak pati politik yo nan youn atik ki te parèt samdi pase a, nan dat 3 jiyè a. Jounalis la, *Robenson Geffrard*, site non *Arios Jean-Charles*, ki se pòpawòl *Bouclier*, youn pati politik ki mache ansanm ak PHTK, Pati Ayisyen Tèt Kale a, ki nan tèt pouvwa a, ki admèt egzistans gang yo. Men pou wete chay la sou do pati a, li di, « Se youn bann politisyen malveyan ki pa renmen peyi a k ap manipile gang yo ».

M ap mande èske prezidan an fè pati de « politisyen malveyan »

yo, paske se pa youn sekre ke l konn voye gang an misyon pou li. Asireman, nou sonje misyon gwo ansasinay *La Saline* nan, nan mwa novanm 2018 la, kote plis pase 70 mounn te pèdi lavi yo, menm gran mounn aje, fanm ak ti mounn, ke yo t al lage kadav yo sou pil fatra pou kochon te fè fèt. Okontrè, sa te gentan rive devan Konsèy Sekirite Nasyon Zini, epi non *Babekyou* te site kòm chèf alatèt ansasen yo. Lajistis swa-dizan pibliye manda pou arete l, epi l di yo si yo gen gwo melon, yo mèt vini.

Nou konnen tou ke gen youn dènye misyon ansasinay ki te fèt ant dat 23 ak 27 me, tou lòt jou, nan katye pòv yo nan Pon Wouj, Fò Dimanch, Chansrèl, Nan Bwouklin ak Tokyo. Òganizasyon dwa mounn nan peyi Dayiti, tankou RNDH (*Réseau national de défense des droits humains*) ak *Fondasyon Je Klere* (FJK) fè rapò byen detaye sou sa k te pase a, kote 34 mounn pèdi lavi yo e anpil lòt blese, kay boule, elatriye. Epi se gang *Babekyou* ki te depase nan gwo blende Lapolis pou al fè djòb la.

Kanmenm, nou p ap sèlman pran pawòl ki sot nan bouch *Arios Jean-Charles*, osnon chita sou rapò òganizasyon dwa mounn yo. N ap pran youn lòt pèsonnaj ki gen gwo non, youn bon zanmi gouvènman an, kòm temwen de sa k ap pase nan peyi a avèk kesyon gang yo. Se *Rosny Desroches*, direktè ezekitif gwoup « *Initiative de la société civile* » (ISC). Pa bliye msye se youn nan mounn ki te kouri pran devan pou bay prezidan Moyiz youn lane diplis sou manda l la. Wi, li se patizan 7 fevriye 2022 yo.

Selon atik *Le Nouvelliste* la, Mesye *Desroches* pa sèlman rekonèt ke gang yo fin anvayi peyi a, men l al pi lwen pase sa. Li di kesyon vyolans nan peyi a se tout mounn ki ladan l : « *Les acteurs politiques, les acteurs économiques, le pouvoir, l'opposition* ». Epi l lonje dwèt dirèk-dirèk sou gwoup *Babekyou* a. Men li : « *Sur la création du G-9 et alliés, il ne faudrait pas constituer une forme de macoutisme dans le pays* ». (Se nou menm ki souliye macoutisme nan). Mesye *Desroches* konn sa l ap pale a, paske ni li, ni mwen, nou gen laj ase sou tèt nou pou n konnen sa k te pase sou tan makout. Se te bra dwat diktati a pou kraze brize san gad dèyè. Kidonk, se sou wout « *Makoutizasyon* » peyi a n ap vanse tout boulin, epi Mesye *Desroches* di « *Atansyon !* »

Men ann tounen sou anbasadè Sison. Kivedi li pa okouran gwo parad 21 jen ke « *G-9 anfanmi* » te fè nan Gran Ravin, nan zòn Matisan, la a nan Pòtoprens la ? Nonplis li pa konnen ke PHTK gen gang k ap opere toupatou nan peyi a ? Mwen menm ki chita jouk nan Nouyòk, mwen okouran tout sekre sa yo, ki vrèman pa sekre, paske se bagay ki diskite

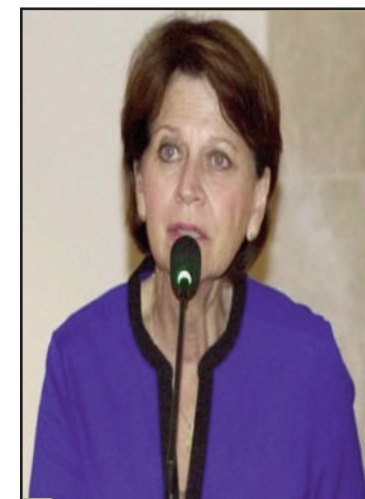
menm nan laprès, kote yo mannyonnen plis pase 70 gang ki fòme nan peyi a. Pifò ladan yo sou kontwòl PHTK. Se depi kèk mwa pawòl la pale, epi yo menm di se kandida ki gen gang ap boule ak yo ki pral rafle tout pòs nan peyi a, soti nan CASEC ak ASEC, pase pran majistra, fini sou depite



Anbasadè ameriken an ann Ayiti Michèl Sison.

ak senatè.

Sa grav, mezanmi ! Nou konprann mwen te bliye prezidan an. Li pa menm bezwen al nan eleksyon. Tou sa se « *de la poudre aux yeux* », jan yo di an franse. Se



Chèf Misyon Nasyon Zini ann Ayiti Helen La Lime.

annik pran l al mete l chita sou «chez boure» a nan Palè, osnon anba gwo tonnèl ki pote non Palè a. Apre tou, « *la charité bien ordonnée commence par soi-même* », n'est-ce pas ? Se li menm ki antretni gang yo. Se li menm ki

Ayiti-Obsèvatè deja detaye. Asireman se pou gang yo, paske se mounn gouvènman an ki te plase kòmman nan epi ki tou disparèt. Gen ansasinay ki gentan fèt sou dosye sa a, pou fèmen bouch sèten mounn *vitam etènam* !

Si anbasadè Sison pa konn tou sa nou bay la a, n oblije mande sa l ap fè nan peyi a. Èske li dekonekte nèt al kole ? Èske l pa fè rapò bay gouvènman l, nan Wachintonn, pou mete yo okouran sou sa k ap pase ? Osnon, èske se travay sa a menm chèf li yo ba l fè, epi yo di l : « *Fèmen je w sou kesyon gang yo* ». Kòmsi sa ta fè pati de plan yo genyen pou tabli « *demonkrasi* » nan peyi Ayiti !

Se pa san reflechi mwen di sa. Paske gen youn lòt Ameriken nan gwo pozisyon nan peyi Dayiti ki te fè youn bagay ki pa nòm. N ap pale de *Helen Meagher La Lime*, ki se chèf BINUH, (*Bureau intégré des Nations Unies en Haïti*). Nan vandredi, ki te 19 jen an, Madan *La Lime* te prezante dènye rapò l bay Konsèy Sekirite Nasyon Zini an sou siti-yasyon Ayiti a. Li te pale plis sou kesyon COVID-19 la, pou l te eslipe kijan peyi a pa pare ditou pou fè fas a youn katastwòf ki ka blayi sou Ayiti. Li t ap mande èd pou peyi a. Zewo fòt, Madan *La Lime*.

Men dam nan pa t pale sou kesyon gang ki blayi nan peyi a. Li ka di li pa t okouran sa k t ap prepare pou Gran Ravin nan jou dimanch 21 jen an. Youn otorite ki plase nan pozisyon l ye a pou ede lajistis ak lapolis di w li pa t okouran gwo parad *G-9 Anfanmi*, te pral fèt ak *Jeneral Babekyou* 2 jou pita, ankonpayi tout ansasen l yo, se admèt ke l p ap fè travay li. (Na eskize m, men m oblije bay gwo chèf la tit li merite, li pa youn senp chef gang, msye se jeneral).

Ankò, m ap mande èske pi gwo reprezantan Nasyon Zini nan peyi Dayiti dekonekte nèt al kole, menm jan ak kolèg li, mounn menm nasyon avè l, anbasadè *Michele Sison*? Fas a tout deblozay nan peyi a, akòz jan gang yo

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAPPENINGS!

Continued from page 1

have challenged his grab for dictatorial power.

The new decree, published June 24, in the official State gazette *Le Moniteur*, is criticized by legal experts, and denounced by the hierarchy of the Catholic Church, indicating that it goes “against the mores and values of Haitian society.” Meanwhile, the Haitian Protestant Federation also took exception with another decree, published earlier in June that it finds immoral. The president’s judicial and political adviser also opposes the decree, saying he wasn’t consulted about it. In addition, adding his voice to the ever-expanding opposition to the Code is a former Député (Congressman) close to the ruling party. All vow to have it nullified, thus pitting an already unpopular Chief of State against an array of forces, some of whom had called for his resignation in the past.

Not a judicial expert, and not having had the opportunity to review the decree, we depend on certain reactions, as we deal with the explosion of emotions expressed by others. In an article, July 2, by Sandra Lemaire Renan Toussaint, of the Voice of America (VOA), Article 384 of the new Code “recognizes child prostitution.” In addition, it’s said, “Among other additions are six new statutes that mandate stricter punishment for homosexual acts.” At the same time, however, the new code allows for gender transformations and allow for same sex marriage, anathema in

Haitian society.

Quoting former Senator Jean Renel Sénatus, who said the Senate had been working on a new Penal Code, the author states, the new code lowers to 15, the age for consensual sex. Referring to the new code, the legislator asserted,



Former député Alfredo Antoine doesn't agree with President Jovenel on the homosexual issue.

“it is a word-for-word copy of laws that exist in Canada, France and Belgium [and] urges Haitian citizens who are equally outraged to voice their opposition publicly.”

Apparently, the Haitian president, seeking international support to hang onto power past his Constitutional mandate of February 7, 2021, is trying to curry favor with powerful voices in those countries, calling for loosening of morals, especially pertaining to sexual orientation and same sex marriage. However, by including such articles in the code, which has been under review by a commission since 2009, the president

has opened Pandora’s Box.

The new code won’t become effective before President Moïse has to depart, whether in 2021 or 2022. As stated, it will become effective “in 24 months,” meaning by June 24, 2022. Even if the president were to succeed in remaining in power for another year past his constitutional mandate, the decree will not have been law yet. Nonetheless, it’s a smart move on his part, as he affectionately nods to the international partners, he’s been courting. In the process, he’s raised by several notches the ire of those in Haiti who swear by his early departure.

In an extensive note July 3, 2020, signed by 16 current bishops and prelates emeritus, the Haitian Episcopal Council (French acronym CEH), the highest body of the Catholic Church, states that despite “these difficult days, and preoccupied by the ills that eat away at our nation and our land, we can’t cringe from bringing to the attention of each compatriot the dangers that risk plunging Haiti, its sons and daughters in confusion and disarray. That has to do with certain articles of the decree regarding the National identity card and others appearing in the new Penal Code.”

The CEH forcefully denounces “the dispositions in certain articles that touch essentially on humanity, our culture, our faith and our society. There’s no way they should have been promulgated without prior consultation with those for whom they’ve been elaborated. Acting in such a way, without weighing the pros and cons, with such a rush, without taking into consideration the advice of thoughtful men and women of the nation is proof of weakness and uncertainty on the part of our leaders.”

For the bishops, it’s the “essence of our lives” itself that’s “affected by these decrees, the elements of which we don’t even know.” Therefore, they assert, “We have the right to forcefully protest. In addition, in fact, we do forcefully protest against the PROJECT OF LAW HAVING TO DO WITH THE NEW PENAL CODE (sic) that has been proposed by the Executive Power, without consultation or prior debates, without involvement of the citizens and the moral and the spiritual forces of the Haitian society. That risks undermining the foundation of our already fragile democracy.”

Leaving a detailed and objective analysis to competent jurists who have at heart the good of the nation, the prelates go on to say: “We, Catholic Bishops of Haiti

want simply to forcefully declare that this is ethically and morally unacceptable on various points, whether as to how they went about presenting it and also its content itself.” In addition, they tick off some of their objections: “It gets involved in difficult and complex questions of human life, such as age of sexuality, incest, sexual orientations, sex changes, etc.”

Before ending, the spiritual shepherds say, “We call for blocking these decisions. It’s an alarm coming from our hearts, as Catholic Bishops of Haiti. We’ve been listening to the people in general, and to the Christians in particular, also to reputable jurists who believe that we are going down a perilous and totalitarian slope with certain elements of these different decrees which threaten the foundation of our society, of amicable living, of our culture, our faith and Christian morality.”

Therefore, the people can count on them, said the bishops who assert that it is their duty to accompany the people “in these perilous times of confusion, uncertainty and great suffering.” A more defiant stand is hard to come by!

The Protestant Federation of Haiti denounces another decree

All of a sudden, attention is drawn to another major religious organization taking President Moïse to task for another decree, said to be immoral and uncalled for. The decree, calling for a new identity card, was prepared last March 11, but wasn’t published until June 16 in the official State gazette *Le Moniteur*. Credit is given to Billy Doré of *GazetteHaiti*, an on-line publication, who dug it up and published a story about it July 6. Given the current context in which the spotlight is being put on the multitude of decrees by the Haitian president, this is indeed timely.

Imagine that the government has given the citizens “120 days” to replace their regular identity card, the CIN (Carte d’identification nationale), equivalent to a Social Security card in the U.S. and Canada, by a new one, the CINU, which stands for “Carte d’identification haïtienne unique.” What’s so unique about this card, if not an underhanded operation with far ranging consequences, including suppressing the vote of those considered opponents of the regime.

For her fourth of July message in Haiti, U.S. Ambassador Michele J. Sison said elections are necessary this year and urged the Haitian people to “demand that elections be held.” All analysts agree that there’s no way the more than 6.5 million potential

voters will have obtained the new cards in the remaining months of 2020. Not during these days of COVID-19 and all sorts of restrictions in place to avoid crowding. Yet, the government, bypassing all regulations, has been providing the new card to its partisans, drawn by the hundreds, sometimes thousands, in makeshift distribution centers.

However, it’s the president of the Protestant Federation of Haiti (French acronym FPH), Rev. Calixte Fleuridor, who’s denounced the immorality of this identity card replacement operation in stark terms. “This ‘Unique identification card’ is one more step toward the unraveling of the moral values of the Haitian people.” In addition, he explains, “Article 5, second paragraph, dealing with ‘morphological change,’ is an assault on our moral and our traditions of a people that doesn’t tolerate those kinds of practices. It’s a ruse to attack the foundation of the family and further corrupt Haitian society.”

What is he talking about? With the new cards, individuals will be able “to change their identity, their sex, and gender and get involved in transsexuality and sodomization.” Moreover, he adds: “Also, legally, they will be a source of insecurity.” The country “can’t accept such things,” he thundered. At this time when Haiti is undergoing all sorts of problems, he asserts, “changing identity cards doesn’t solve the problems, but only increases the misery of the population, socio-economically, ethically and morally.”

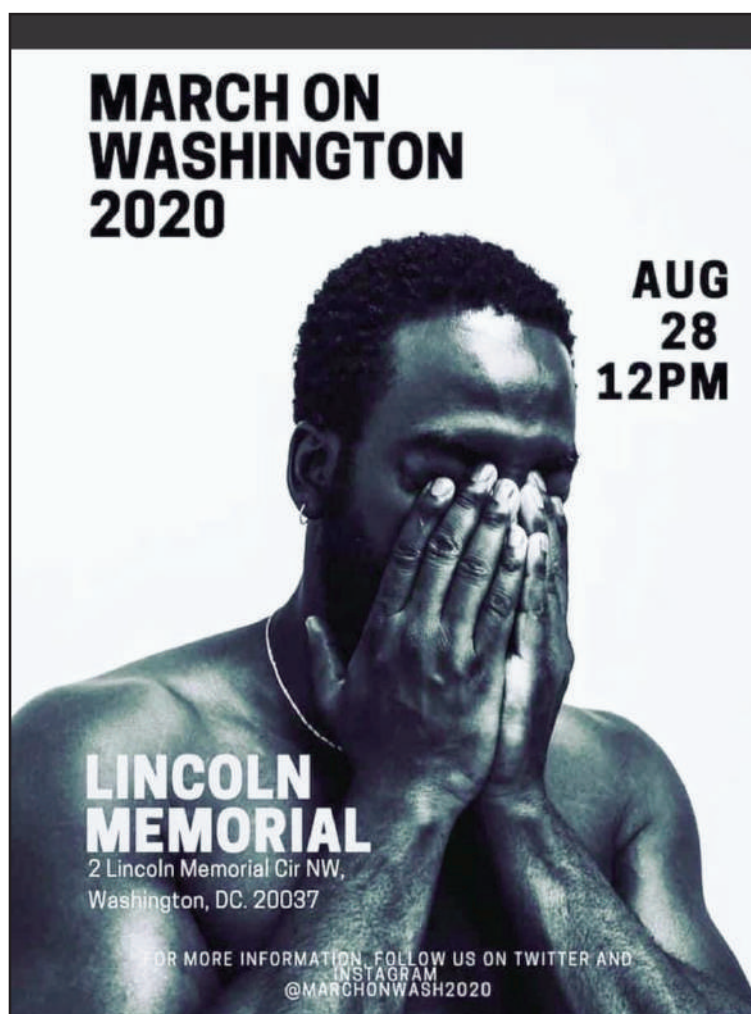
Preaching, Rev. Fleuridor went on: “The expenditures for such an operation could have been better used to alleviate poverty, have quality education, address the lack of health benefits, deal with food scarcity and portable water, and provide decent housing, security and a clean environment.”

Therefore, he calls on President Moïse to “reconsider” his decree on identity change, something that can better be addressed in a Parliament through a national dialogue about changes to certain aspects of Haitian society. In other words, enough with his one-sided decrees!

We’ll note that to introduce his new identity card, Jovenel Moïse had bypassed the State Auditors, “La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif” (CSC/CA), constitutionally mandated to review all government contracts, and allowed his wife, Martine, to sign a contract with the German firm Dermalog, which arranged for a hefty bribe under the table for the First Lady.

Though Senator Youri Lator-tue, who headed the Senate’s ethics anti-corruption unit, railed

Continued on page 14



NÉCROLOGIE

Les funérailles de Marie-Rose Bonny

C'est aujourd'hui, mercredi 8 juillet, de 7 h 30 à 8 h 30 qu'auront lieu les funérailles virtuelles de Marie Rose Bonny, sur Zoom, ID: 230 218 8533, avec le mot de passe : 296242, à l'entreprise Genus Eugène, ci-devant Notre Dame du Rosaire de la Croix des Bouquets, où l'exposition aura lieu et sera suivie de la cérémonie religieuse, L'inhumation aura lieu à Villa Mme Denis Bonny, à Lasserre (la propriété familiale).

Tel qu'annoncé antérieurement, née à Lasserre, commune de Croix des Bouquets, le 9 août 1936, elle était la benjamine de M. et Mme Denis Bonny. Décédée le 23 mai 2020, à l'hôpital du Canapé Vert, à Port-au-Prince, ses restes ont dû attendre, à une morgue, le retour au pays de ses enfants avant l'adieu éternel.

Ses deux enfants, Rose Andrée Bonny Bien-Aimé, connue de son sobriquet Dacoune, et son fils Jules André Janvier, ainsi que

petit-fils Moïse André Bonny, fils de Dacoune, ces deux derniers ayant cohabité avec elle, étaient tous bloqués aux États-Unis depuis le mois de mars, en raison de la COVID-19.

En cette circonstance, les condoléances sont présentées à ses enfants et petit-fils susmentionnés, ainsi qu'aux autres petits enfants : Monia Junélie Janvier et Angela Osiris Janvier; à ses beaux-fils et belles-filles: Jean Cotel Pogon, Dianie Pogon, Kiria Pogon, Rio Pogon, Audi Pogon; Lucien Joseph Janvier, Jean Bayard Bien-Aimé, Naomie Polas, Dolphy Lamarre; à sa belle-soeur Saphira Gauyo Bonny.

Ainsi qu'à ses neveux et nièces : Charlemagne Charles-Marc et son épouse, Monite Charles-Marc, Frantz Charles-Marc, Mme Yovon Charles-Marc, Nicole Bonny, Anderson Bonny et son épouse, Yanique Aly Bonny et son époux, Max Milord

Bonny, Denis Bonny et son épouse, Gary Dorvil Bonny et Rosa Helena Bonny Santana, Watson Bonny, Lunie Bonny, Chily Bonny, Marie Michèle Bonny Sterlin ainsi qu'à son époux, Eddy Bonny, Perpetua Bonny Dorsainville, Jean Denis Bonny et son épouse, Fauster Bonny et son épouse, Gregory Bonny,



Rose Marie Bonny

Martine Bonny, Yves Charles-Marc et son épouse, Jackson Charles-Marc, Daniel Charles-Marc, Nadège Charles-Marc, Frédéric Voltaire Charles-Marc, Numphia Charles-Marc Charles et ses enfants, Joséphine Charles-Marc et sa fille Nandy Charles-Marc Célamy et Abigaëlle Célamy, Caroline Charles-Marc Pierre et son fils, Peterson Charles-

Marc, Romel Peltro, Shirley Rose Peltro et ses enfants, Sabine Peltro et sa fille Johanne Dorsainville Marcelin et ses enfants, Danielle Dorsainville, Maeva Michaela Sterlin, Maeva Saphira Bonny, Evenie Bonny, Djeden Bonny, Taïna et Natanaël Dorsainville, Nasmine Aly, Bonny Aly, Jael Aly, Josh Eloi Bonny, Mymarrah Bonny, Ryan, Marlon, Kaïssa, Kyra, Jasen Samenta, Nathan, Yelf, Yvica, Mateo, Zadig, Tyree, Serge Edéus, Marthe Louis, Myrène Saint Rome Kernizan, Kelyann Claire, Kamille Claire, Tabita Kernizan;

À ses cousins et cousines : Raymond Alcide Joseph et famille, Léopold L. Joseph et famille, Joséphine Joseph Favre et enfants, Philomène Duplessy Kernizan, Solange Duplessy Jean, Wyclef Jean, Guiders Kernizan, Ketely Kernizan, Ford Jean-Baptiste, Nedy Jean-Baptiste, Talie Bonny, Ernice Bonny, Joceline Bonny, Philoctecte Bonny, Célestin Bonny, Assephy Souffrand, Monique Annéus, Marie Physe Annéus, M. et Mme Léonel François et ses enfants, Nicxon François, M. et Mme Jean Romain Polynice, Argentine Polynice, Roblince Pierre, Rose Carmelle Pierre, Jean Laventure, Cerhomme Sonie Saint-Rome, Anthony Dessources, Gisèle Dessources,

Serge Chapusette, Gabrielle Chapusette, Carline Chapusette, Gérald Gaspard, Jessika Rémy, Pasteur Casnel Paul, Rénard Paul et Carole Volcy;

À sa commère Elda Chapusette, ses filleux et fillettes : Jacques Chapusette, Nene Merat, Alberte Dorcelly, Yvrose Kernizan, Elsie Toussaint, Esther Edéus, Marlène Pierre-Louis, Célestin Fils, Sonia Joseph;

À ses proches et parents : Jean D. Tapage, Emetz Bastien, Kettelène, Sander Acuve, Linda Clermencia Clermont, Jean Eddy Clermont, Edith Merat, Edith Raymond, Périna Thérabus, Moïse Saint-Cyr, Dr. Jean-Bertrand Aristide et famille, Mgr. Madelon Eustache, Mgr. Théodule Domond, Père Didi Horace, Père Fernand Pierre, Père Richemond Yves Gérald et l'Institut Volontas Dei, Notaire Jean Aubert Polynice et famille, Notaire Georges André Labissière, les arpenteurs Thévenin, Dr. Claude Sam et famille, Yveta Philogène;

Aux familles Bonny, Saint Rome, Janvier, Pogon, Bien-Aimé, Charles-Marc, Gauyo, Peltro, Lamarre, Louis, Kernizan, Jean, Français, Annéus, Chapusette, Pierre, Frédéric, Charles, Duplessy, Joseph, Jean, Dessources, nous renouvelons nos sympathies.

TERREUR EN PLEIN JOUR À LA CAPITALE

Les gangs armés ont semé la panique

Suite de la page 1

donner une démonstration de leurs pouvoirs, « afin que nul n'en ignore ».

On apprend, de sources autorisées, que ce qui prenait l'allure d'un soulèvement, voire une déclaration de guerre, s'inspirait de la volonté des bandits armés liés à M. Moïse de forcer le Palais national de tenir ses promesses envers eux. Des sources crédibles ont affirmé que ce coup de force a été lancé afin de porter le pouvoir à fournir des emplois à des personnes faisant partie de leur groupe.

pe. Aussi bien à verser des sommes d'argent qui leur auraient été promises.

On ignore si Jovenel Moïse et son équipe avaient fait de telles promesses. Mais on sait que, vue l'état grabataire de l'économie du pays, qui voit le régime *Tèt Kale* s'esquiver par rapport à ses obligations envers les employés de l'État, il y a de fortes chances que ces bandits étaient dans leurs droits de faire pression sur le Palais national. Mais susciter une confrontation armée, il y a de quoi redouter la prochaine fois que ces criminels endurcis décident de passer une vitesse supérieure.

On ignore, jusqu'ici, quelle manœuvre a été utilisée pour porter ces criminels à regagner leurs bases. Mais ils ont fini par mettre fin à leur opération.

Signalons que ces hommes sans foi ni loi, qui avaient déployé leur armée sur la capitale, semblaient recevoir le mot d'ordre de frapper d'un point central. Car les coups de feu venaient en même temps de Pont-Rouge, de Delmas 2, 3, 4 jusqu'à Delmas 6; aussi bien que de La Saline, de Cité Soleil, de Brooklyn, de Solino et de Village de Dieu. Vu la distance, on ne pouvait pas déterminer si Gran Ravin avait également

pris les armes.

Une manifestation d'hommes armés

De toute évidence, c'était une manifestation de rue pour faire aboutir des revendications aux oreilles des autorités, comme les organisations sociopolitiques en font couramment, avec cette différence que ces derniers se mobilisent pacifiquement et sans armes. Pourtant, ils sont matraqués, gazés, malmenés et parfois arrêtés par les policiers de Jovenel Moïse.

Mais avec les criminels armés, qui sont descendus dans la rue, les choses sont passées différemment.

Bien que portant des armes offensives et menaçant de tout détruire sur leur passage, ces gangs armés n'ont pas été dispersés par les policiers, ni non plus ils n'ont essuyé les mauvais traitements dont sont l'objet les protestataires en général. Comme c'était le cas, hier, et avant, des groupes qui organisaient des sit-in devant le ministère de la Justice ont été dispersés violemment.

On se demande s'il s'agit d'un message clair envoyés aux protestataires traditionnels leur disant qu'il est plus « pratique » de porter vos revendications aux oreilles des dirigeants les armes à la main?

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LEGISLATIVES EN R. D.

Raz de marée du Parti révolutionnaire moderne

Luis Abinader élu président au premier tour

Suite de la page 1

confirmé l'intention des votants. Si décisive a été le triomphe de l'apôtre du changement que le président sortant, ainsi que les deux concurrents de M. Abinader n'ont pas attendu jusqu'au lendemain (lundi) pour lui téléphoner et lui présenter leurs félicitations.

En effet, suivant les statistiques officielles proclamées par le Conseil électoral, sur le dénombrement de votes effectués dans 10 063 bureaux de votes sur un total de 17 100, Luis Abinader a raflé 52,07 %. Tandis que le parti au pouvoir, le Parti de libération dominicaine (PLD), qui a été créé par l'ex-président Juan Bosch, ayant pour porte-étendard Gon-

zalo Castillo, en a recueilli 37,25 %. Pour sa part, l'ex-président Léonel Fernandez Reina, qui tentait un retour au Palais national, s'est vu infliger une défaite humiliante par les votants, qui lui ont attribué seulement 8,62 % du vote. De l'avis des observateurs, la mise en déroute, de cette manière, de l'ex-chef d'État dominicain, traduit le rejet sans



Le président dominicain élu Rodolfo Luis Abinader Corana.

appel du peuple dominicain, qui semble ne pas avoir gardé un heureux souvenir de la présidence de M. Fernandez.



Le candidat à la présidence du PLD Gonzalo Castillo.

Le candidat du Parti de libération dominicain (PLD), le parti au pouvoir, lui aussi, a concédé la

Suite en page 16

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Le Canada en panne de prostitution quand la Diplomatie haïtienne propose

Entre (), le Québec s'est-il déjà affirmé comme la 'race canadienne française' ? Élever, au point de vouloir le répéter autrement soit par Legault soit par le Bloc fermé au reste du Canada tout en étant dans le Canada, fermé, plus que ça aussi ? C'est en ce sens que je réponds à Yves Petignat qui demande dans le Temps : si l'on devrait, OUI. Faudrait-on pas parce qu'il était francophone de son vivant ? Faudrait-on pas alors pour Hitler parce qu'il a été son créateur la fabrication du Volkswagen ? Faites donc le procès vous-mêmes à celui qui vous avait vendu en remontant vers pourquoi vous l'avez parti acheter ! Fermons !.

Prostitution l'égalisation avancée, les mots qui font peur. Sommes-nous le monastère où la morale religieuse de la piété choisie faite loi pour le souscrit ou, dans une société libre de choix tout en contrôlant les intrants ? Dr Gérard Alcuis Kennedy a publié l'an dernier un référentiel sur la diplomatie, mais avait déjà proposé celle de la gestion de l'Haïti de François Duvalier, sur le sujet. L'égalisation au sens large, contrôle de qualité de services, et de la santé des prostituées, disons-le ouvertement si c'est légal. Minimisons le risque tant pour la maladie transmise que par la violence du proxénète. Mieux, l'État récupère contrôle l'économie et non le milieu de la criminalité du macro-vendeur de charmes, de maladies qui va dépenser sans être utile à la collectivité. avait rapidement après la publication d'un article sur le sujet malgré (J Trudeau s'en est pris rapidement sur la marijuana). Mais, le Québec a traîné la patte dans le dossier de la prostitution légale sur un sujet millénaire qui n'est plus de la loi de monastère du moine coupable ni de l'abbaye de l'abbé du deal pervers, mais de l'État. Mais avant tout, c'est quoi la prostitution ?

Si l'égaliser n'est pas encourager, Dr Gérard Alcuis Kennedy élabore : 'se transmuter en amitié véritable et en affection réciproque'. Attention, il ne condamne pas cette relation aux Éphémérides, il soutient le considérant : 'ou encore ces cas d'anciennes prostituées métamorphosées en pionnières de nos 'travailleuses sociales modernes'. Il la soumet à un contexte social historique, dépasse le prédictat touche les valeurs profondes dans la réalité sociale, tout point de vue confondu en démocratie réelle. Sans préjugés ni chasse gardée. GAK poursuit : 'Plus de cosmologie holistique, mais un monde où le rapport que chacun entretient avec ses semblables se voit nécessairement médiatisé par l'idéalité structurelle d'une communion biunivoque. C'est le stade de l'alter ego, celui de l'équilibre relationnel repossession/dépossession et de la reconnaissance de la dignité humaine de l'autre jusque dans l'universel'. Rajoutons pour la piété : Jésus a défendu la prostituée.

Cette plaidoirie qui nous concerne tous au lieu de la soutenir en pathologie

Diplomatique, GAK l'admet, le fait : 'c'est que la prostitution est devenue un phénomène indécidable' - au niveau moral - pour la conscience d'hyper-immanence. Ne pouvant ni sanctifier ni condamner le phénomène, elle l'exorcise et le neutralise en le renvoyant dans les limbes anémiques et indolores de sa propre 'fausse innocence' ou encore, diraient d'autres, de son 'innocence crasse'. La plupart du temps, le jugement en-fin-de-compte affirmé dépendra davantage du contexte, des circonstances, de l'influence des pairs

présents, de l'état psychoaffectif du moment ou du profit stratégique escompté que d'une authentique visée de valeur morale. L'incision fait craindre



le débiteur.

Il défie Champion (Vatican) : 'Céder à la tentation, au sens théologique du terme, cela se résume à procéder au déclenchement, par l'orgueil désirant, d'un processus immmanent de profanation/consumation des essences sacrées à l'intérieur d'une forme ou d'un concentré culturel ritualisé. La consommation des essences séminales se situe au principe de toutes les jouissances et de toutes les formes ludiques, divertissantes, exaltantes ou spectaculaires que l'on rencontre dans nos sociétés'. En est mort cardinal J Daniélou !

Spectacle Roi : 'partout et toujours, c'est le même principe qui est à l'œuvre : une source sacrée (les dieux du stade, une légende, un mythe, une institution, un groupe d'interdits, un produit luxueux de consommation, de l'argent, le corps de la femme), des consciences profanes (fans, adeptes, admirateurs, etc.), une forme culturelle ritualisée (règles, enjeux, mises en scène, genèse d'une rivalité, artifices, épreuves initiatiques, etc.)'

Avant d'aller plus loin j'évoque la forme normative de l'antiquité graduelle de l'époque du Grec dans sa mythologie onction, en fonction par exemple d'Haïti puisque GAK propose la prostitution régulée d'après les expériences rentables de Dr François Duvalier afin de mieux comprendre le rejet en vertu des jugements de valeur de préjugés, mais de la déception politique profonde qui serait en fait mieux sous sa forme d'opposition légale institutionnelle. Pourquoi pas la prostitution des charmes si du cerveau est..., nous dit GAK.

Mythologie en 30 secondes (...) les 50 plus grands mythes classiques, expliqués en moins d'une minute publiée chez Hurtubise par Robert A. Segal, en 2012 (version originale 30-second Mythology) publiée par Yvi Press R. U, mais curieusement imprimée en Chine que l'on perçoit comme grande polueuse environnementale, comme l'économie à abattre pour concomiter le règne américain en great power, en pleine guerre économique. Quel paradoxe, comme l'évolution que propose Dr GAK pour faire subsister de préférence le ministère du Revenu qui soutient même l'Église non seulement depuis longtemps, mais, surtout avec cette situation du Coronavirus. Pourquoi couvrons-nous alors le mythe ?

D'abord, nous savons tous que nous vivons avec et la pleine mythologie, dans un confort incohérent dirait l'auteur des deux ouvrages. Les Éditions présentent néanmoins notre réalité qui ne change pourtant pas de paradigme malgré les nouvelles lois. I. Persée tue la Méduse (d'écapite),

Titan pour la lutte titanique, homélie de l'apôtre réformé qui accepte Vénus (savon) ou le bel Apollon de la jeunesse Éternelle dans sa tirade, mais, il rejettera

les expressions legba, Èzili, par désaffection identitaire pour le second, affinité exogène pour le premier (affect que nous devons éviter par les considérants à l'approche proposée de Dr GAK parce qu'il est un Noir tandis que pour moins, on encensera l'autre Épidémie). Je ne suis pas ici dans la plainte, mais dans la présentation de l'ouvrage et de ses effets dans la problématique canadienne qui n'a pas encore suivi la résolution allemande à la suite de la publication de l'article (2004) ; combien éloquent est le même Éviqé protestant dans la formulation de Jupiter planète en rejetant l'Afrique continent noir ? Junon la fille du pasteur quand Frida est pour éviter de dire Fréda, Dantor telle me l'a sommée l'ex-conjugale. Saturne, Nissan de luxe de la clientèle préexistante comme Mars Neptune destination. Homère Étudié chez les pères, le vin aphrodisiaque d'Aphrodite, la sauce tartare sur la table, Hercule Achille Ulysse, Adonis des cycles de la nature, adipe dans le complexe. Antigone que chérit l'Haïtien, Médée du signal de détresse, Ajax le guerrier qui nettoie dans notre vie moderne. Icare, narcissisme de Narcisse dans le même prichi-pricha préexisté, les Nymphes de la nymphomanie. On y vit Étriqué Étiole. S'il y a une chose que l'on ne peut enlever au Dr François Duvalier de sa présidence telle que connue, c'est la gestion de la prostitution en Haïti vécue comme industrie sécurisée qui a créé ses nocturnes : bar café lounge, rituel aux noms importés et locaux : Casablanca, le Créole, Roxi bar, Copacabana, Moulin Rouge, Las Vegas, le Lambi lounge. La clientèle internationale qui venaient en grande partie par bateau se savait sécurisée par le fait de la gestion rigoureuse associée du ministère de la Santé publique avec ce lui des Affaires sociales. Et, prolongation intégrée, le bureau des Affaires Étrangères qui contrôlait avec le service d'immigration du ministère de l'Intérieur, la venue des prostituées importées. Pour finir, Duvalier avait ainsi trouvé la formule rentable pour le ministère du Revenu et celui de l'économie, des Finances, du Commerce et de l'Industrie. ... de la thèse de GAK. Du moins, c'est ce que Dr Gérard Alcuis Kennedy expose dans l'ouvrage la Prostitution au Québec et en Occident. Matière diplomatique connue tant à Hanoi (Vietnam) qu'à Pocket Beach (Thaïlande) que dans la modernité d'Amsterdam (Hollande qui fournit de bons footballeurs) dans le luxe des vitrines éclairées de mille feux où l'on surprendra probablement le pasteur réformé de passage loin de l'œil de la caméra (virtuelle) de la fratrie (assemblée chrétienne) qui rapporte pour sanctionner (si souvent sans preu-

ve), mais que le curé de l'Église catholique consomme à domicile dans le cœur des anges ou dans la sacristie, Évidemment dans la pédophilie, d'après moult dénonciations publiques et procès avortés par la négociation abyssale du Vatican en scandales en Occident, et bientôt en déconfiture à travers le monde. Pourquoi ne pas alors libérer les pulsions non contrôlées ou incontrôlées par la libéralisation de la prostitution en la faisant payer son entretien légal, en alimentant la caisse de l'État puisque Rome serait plus que corrompu en ce sens. C'est pour le moins ma compréhension du Diplomatique réel, pratique que propose Dr Gérard Alcuis Kennedy dans cet ouvrage-thèse préexisté tandis qu'il se valorise post-partum avec l'abstract rhétorique dans Diplomatie et ...tats souverains au XXI^e siècle publié par CIDIHCA (Montréal 2016). C'est du moins ce que je lui ai dit quand il insinua que je préfère le liv bouzen an, parlant de la gestion légale de la prostitution au Québec et en Occident, comme le propose la diplomatie de Duvalier II que vint voir l'ex-ministre de la Culture de la France, par Saint Soleil, Malraux en l'occurrence. G Greene.

Au chapitre D/la prostitution au miroir de la légalité, batterie de questionnements, GAK va déboucher sur les fondations anthropologiques et dispositionnelles : 'quels liens la prostitution entretient-elle avec la légalité ? Nos sociétés veulent-elles réellement légaliser en la matière ? Si oui, quel (s) phénomène (s) au juste cherche-t-on à capter dans les filets de la Loi : une certaine visibilité sociale, la sollicitation, l'invalidité de l'acte contractuel, la valeur immorale de l'échange, etc.' En pratique, si nous y allions en fait et en droit, d'abord il y aurait préjudice contre surtout la prostituée, car la criminalité n'est pas réellement poursuivie en récupération des biens du crime ni de la corruption intentionnelle à l'origine. Le juge fréquente aussi la prostitution, mais sous couvert. Donc le législateur est coupable d'abord dans l'État de droit qui n'est de la charia, il est laïc, ensuite, il n'est pas dieu à décider malgré Dieu lui-même dans la morale religieuse laisse l'humain libre de ses choix, avec une perche tendue post apocalypse. Le législateur n'a pas évolué dans la société où il veut dominer. Juge-t-on ici de par son immanence pour transcender sur l'autre tandis que le législateur est élu pour servir et non pour dominer. Cette valise diplomatique est chargée quand GAK parle de danger de l'égalisation versus avantages de l'égalisation dans un contexte de codification légale, de laboratoire social. Plus que le besoin haïtien de la diplomatique, l'Occident achètera Haïti-une-diplomatie !

Le diplomatique et le politique

Revenons à la thèse. 'Le champ global et structuré du politique qui existe entre deux ...tats souverains ne correspond pas seulement aux critères spécifiques d'élivrés par l'un des ...tats concernant la politique étrangère qu'il a décidé d'adopter envers l'autre ...tat concerné. Il faut également prendre en compte, lorsqu'on cherche à comprendre et à évaluer la politique extérieure d'un ...tat envers un autre, aussi bien l'histoire que les fondations civilisationnelles qui associent ces deux ...tats, aussi bien les accords-cadres politiques fixés lors de cette période récente que les effets rétrospectifs causés par toutes les politiques antérieures'. Brave Énoncé théorique bien

s'entend, mais que fait-on avec le cas du Venezuela par rapport à la Russie et Haïti en fonction de la réalité économique politique qui rassemble et distancie en géopolitique, en période de guerre molle, je trouve Dr GAK bien plus éloquent en proposant dans le réalisme des besoins à satisfaire.

GAK propose aussi un rappel du politique ainsi cité : 'l'âge métaphysique second auquel nous rêverons ici dessine l'espace de civilisations duelles, c'est-à-dire de civilisations dominées par le double principe des puissances transcendantes et des puissances immanentes - des mondes où le Politique et Diplomatique (ainsi que l'instance de l'Économique) apparaissent et prennent forme et vie dans la mesure où s'accroît le processus de décentralisation du monde engagé'. Je poursuivrais : de la pensée aussi. Ainsi, dans le Politique de Dr GAK que je pense lire d'actualité, le législateur haïtien trouverait cette compréhension dans la nécessité de légiférer aussi dans le chapitre sur la finalité polymorphique de la Loi, par exemple : l'objet introuvable où il faut 'encadrer une pratique, surveiller et punir, moraliser les conduites, se munir d'un droit d'intervention, accumuler du savoir, réguler des secteurs d'activités, démythifier des univers, intégrer socialement [...] inciter à la retenue, sceller des acquis civilisationnels'.

Revenons à Duvalier, le Créole grand modèle de gestion de prostitution légale qui évite la chasse aux sorcières inutile, mais qui grande pédagogie voyait la prostituée même se rapporter, pousser les négligentes à le faire jusqu'à dénoncer les délinquantes afin de se protéger de relations collatérales in fine. O, le touriste attiré de négritude consumma le Créole tandis qu'au cénacle nocturne haïtien on fit importer de la RD pour se dire le. Rejet institutionnel en plus de l'évasion de devises, car les prostituées dominicaines raflant plus gros du cénacle haïtien refusaient le Blanc yankee de passage tandis que le colonel haïtien nourrissait (3) putes RD avec le pacte recueilli de l'attrape touristes de Duvalier François. La diplomatie proposée de Dr GAK soutient docement que si l'État ne va pas chercher ses revenus, c'est la criminalité qui s'en charge. D'où, Évasion fiscale sur acte monnayé tandis que ce citoyen soutire souvent chez l'État. De plus, ce milieu consomme le luxe à travers donc paie en différé la TPS sur le même pacte, hypocrisie inutile. GAK.

S'il y a un reproche que l'on peut adresser à Dr GAK, c'est qu'en plaçant un génie architectural diplomatique endogène pour Haïti, car c'est là l'ère métaphysique qui se cache en dessous de ce rappel cosmographique et cosmogonique du Diplomatique et du Politique qu'il a tenté de redéfinir pour les siens tout en se dégageant des nymphes de la morale religieuse dans l'ouvrage sur la prostitution en [...], il a abandonné avant même sa genèse le costume indigène pour le costume européen, ce en mettant l'accent sur le rococo italo-américain de Versace. Est-ce ce trompe-l'œil pour gagner je ne le crois pas, car c'est sa forme afro-génée de la sape africaine. Reproche pourquoi : parce que la tentation limpide de l'ouvrage sur la prostitution au Québec et en Occident est payante pour n'importe quel État libre résolu de souscrire à la solution plutôt qu'à l'anathème, c'est une valise diplomatique en soi en partage avec la piété moraliste. Je crois malgré dandysme minuscule, que son livre sur la diplomatie est un impliqué utile pour Haïti.

ÉDITORIAL



Haïti, mal gouvernance et dérives multiformes : L'ONU et autres diplomates confortent le pouvoir

Depuis déjà quelque temps, des voix s'élèvent au sein des différentes couches politiques du pays contre les missions des Nations Unies en Haïti. Avec l'avènement de Jovenel Moïse au pouvoir, les reproches s'amplifient et ne cessent de se renouveler. Car, il semble que d'autres diplomates, notamment ceux réunis sous le label CORE Group et l'ambassade des États-Unis affichent davantage leurs tolérances à l'égard de ce que le peuple haïtien dénonce vivement quasi quotidiennement chez les dirigeants. Au point que, ces représentants de pays étrangers et des institutions internationales sont pris à partie, et sévèrement critiqués comme « *alliés* » du régime en place dans ses dérives et les crimes à lui imputés.

En effet, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), dirigé par la diplomate américaine Helen Meagher La Lime, est la cible des secteurs démocratiques et d'autres milieux engagés dans lutte pour la démocratie se trouvant aux antipodes par rapport à Jovenel Moïse et à son équipe. Autant que les méfaits des dirigeants irritent le peuple haïtien et déchaînent sa colère, autant les représentants du secrétaire général de l'ONU en Haïti leur servent de boucliers, frustrant ainsi les revendications populaires. En ce sens, il semble que la majorité des diplomates basés à Port-au-Prince, de concert avec l'ambassade américaine, affiche la même tolérance vis-à-vis des hommes et femmes au pouvoir. Voilà pourquoi l'opinion publique a du mal à comprendre l'attitude des diplomates en poste en Haïti de nos jours. Aussi les critiques souvent adressées à ces derniers avancent-elles qu'autrefois les représentants diplomatiques faisaient tout pour soigner leur image de marque. Car, comme s'ils recevaient leurs directives d'une seule et même autorité, ils avaient tous la même attitude discrète et respectueuse à l'égard du pays d'accueil et de ses citoyens.

À observer la manière dont se comportent les ambassades des pays dits « *amis d'Haïti* » et les représentants de l'ONU, on a l'impression qu'ils ont trouvé d'autres chats à fouetter, en lieu et place de rédiger des rapports objectifs sur le pays hôte, que la fonction qu'ils occupent requiert qu'ils soumettent régulièrement à leurs ministères de tutelle respectifs. Car les secteurs politiques haïtiens, tellement déroutés par l'ignorance des assassinats perpétrés sur la personne de citoyens et citoyennes des quartiers populaires par ces missions diplomatiques, refusent-ils

d'accepter cette réalité. Mais les persistantes rumeurs relatives aux « *relations malsaines* » existant ou ayant existé entre des diplomates et des dirigeants haïtiens, quoique déconcertantes, lèvent un peu le voile sur la « *promiscuité* » qui semble caractériser le comportement de certains diplomates. Cela nous fait penser à cette photo exhibant l'ex-chef de la mission diplomatique des États-Unis, en Haïti, Pamela White, déambulant parmi les festivaliers, au carnaval de Jacmel, bras dessus bras dessous avec l'ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe. Depuis ce spectacle grotesque, plus personne, au pays, ne croit que les diplomates basés à Port-au-Prince sont au-dessus de tout soupçon.

Les mêmes diplomates qui prennent des airs de défenseurs intraitables de la démocratie, de dénonciateurs de la corruption et de promoteurs de la bonne gouvernance se révèlent des défenseurs ou des receleurs des crimes et dérives de Jovenel Moïse et son équipe. Si d'aventure ces méfaits ont figuré dans les rapports réguliers rédigés par ces missions diplomatiques à l'adresse de leurs pays, il faut croire que leurs supérieurs généralement appelés à se pencher sur de tels dossiers ont décidé de ne pas en donner suite. Le silence des pays représentés par ces États amis, comme les États-Unis, la France, le Canada, par exemple; ou des organisations telles que l'ONU et l'Organisation des États américains (OEA) témoigne de leur ignorance de ces faits, sinon de leurs décisions délibérées de passer l'éponge pour des raisons inavouables et inavouées.

Mais Helen Meagher La Lime, citée nommément, et les autres diplomates éclaboussés en même temps, ont fait l'objet d'une dénonciation plus que ferme dans le quotidien français *Libération*, dans son édition du 3 juillet 2020. Sous la plume de Frédéric Thomas, docteur en Sciences politiques, chargé d'étude au CETRI-Centre tri-continentale, à Louvain-la-Neuve, Belgique, le journal ne ménage guère la représentante du secrétaire général de l'ONU en Haïti. Dans l'article, intitulé « *Haïti et la communauté internationale : entre déni et complicité* », l'hypocrisie, voire l'indifférence, dont fait montre le délégué onusien, lors d'une intervention devant le Conseil de sécurité, le 19 juin 2020, établit un contraste frappant entre les propos que Mme La Lime a tenus devant ses patrons et la réalité sur le terrain en Haïti.

Parlant de Mme La Lime, M. Thomas commence par dire que « *L'auto-satisfecit qu'elle s'accordait allait de pair avec le soutien apporté aux*

manœuvres du gouvernement haïtien pour réformer la Constitution et fixer le calendrier électoral. L'absence de référence à la corruption, les paroles aussi creuses que vaines autour de 'la bonne gouvernance' et de 'la lutte contre l'impunité' opéraient comme un déni de la situation, à l'origine de l'insurrection populaire deux ans plus tôt ».

Pour démontrer la mauvaise foi de La Lime, par rapport aux crimes perpétrés par le gouvernement ou par l'entremise des gangs armés à la solde du pouvoir, l'article présente un vrai potpourri des faits reprochés au régime *Tèt Kale*. Frédéric Thomas cite le massacre de La Saline dans lequel, dit-il, « *59 personnes* » ont été massacrées. Les organes de défense des droits humains avaient indiqué environ 70 victimes. En sus de La Saline, Libération fait également état de tueries perpétrées tour à tour à Pont Rouge et au Bel-Air ainsi que d'autres crimes du même genre orchestrés ailleurs. Le chroniqueur a aussi signalé le fait que, dans le cadre de ces opérations meurtrières menées par l'expolicier révoqué Jimmy Chérizier, à la tête des gangs armés, les criminels étaient arrivés à bord de véhicules blindés de la Police nationale. Pourtant, argue Frédéric Thomas, la représentante du secrétaire général de l'ONU en Haïti a passé sous silence tous ces assassinats d'innocentes victimes, lors de sa présentation au Conseil de sécurité. Tout cela, dit encore l'article, fait monter l'insécurité de plusieurs crans. Déclarant que la recrudescence de la violence, en général, a pour ultime objectif le contrôle de quartiers entiers et le vote aux prochaines élections, M. Thomas pose cette question : « *Combien de massacres faudra-t-il pour lever le masque d'indifférence et de cy-*

nisme, pour reconnaître dans les décapitations et les corps brûlés le miroir de la diplomatie internationale ? »

Si Frédéric Thomas n'a pas cité les noms des autres diplomates accusés de tolérance envers Jovenel Moïse, en revanche, il expose au grand jour la vérité fondamentale. Voilà pourquoi dit-il : « *La violence actuelle est nourrie et instrumentalisée par un gouvernement, qui, sans l'appui de la 'communauté internationale', serait déjà tombé sous la pression de la rue* ».

Les organes de presse indépendants, qui n'ont jamais fait de cadeau au pouvoir, dans la dénonciation de ses crimes, en sus des faits de corruption, de vol de deniers publics et de détournements de fonds de l'État, dont se sont rendu coupables le chef de l'État haïtien et ses proches collaborateurs, ainsi que les secteurs démocratiques, en sus des authentiques défenseurs de la démocratie n'ont jamais cessé de dénoncer l'attitude complaisante de la communauté internationale à l'égard des décideurs haïtiens. Le moment est venu d'interroger l'ONU sur son rôle en Haïti.

Certes, après tout ce que les diplomates étrangers et leurs alliés de l'ONU ont fait ou n'ont pas fait, suite au déploiement de leurs troupes en Haïti, le moment est venu de demander à l'organisme mondial ce qu'elle a réalisé pour que ses représentants méritent des salaires alléchants qu'ils perçoivent et du fonds de retraite généreux dont ils bénéficient. Au lieu de s'acquitter de la mission qu'elle s'était fixée, l'ONU, par le truchement de son représentant en Haïti, se fait complice du régime en place par rapport à ses crimes et ses dérives, dans la gestion des affaires publiques.

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti 08 Canada
12213 Joseph Cassavani
Montreal H3M0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Rt Et Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
☐ 73.00 US, pour six (6) mois
☐ 140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EURO\$, pour six (6) mois
☐ 125 EURO\$, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en
francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



Haiti: Despite bad governance and multifaceted abuses, the UN and other diplomats reinforce the power of the government

For some time, voices have been raised among various sectors in Haiti against the missions of the United Nations in the country. But with Jovenel Moïse's ascent to power, the reproaches have multiplied and constantly repeated. For it seems that most of the diplomats, especially those operating under the label of CORE Group and the U.S. embassy, are more tolerant of the Haitian leaders, even as the people strongly denounce them almost on a daily basis for their waywardness. In fact, the representatives of the foreign countries and of the international institutions are taken to task and severely criticized as "allies" of the current regime in its excesses and the crimes attributed to it.

Indeed, the United Nations Integrated Office in Haiti (French acronym BINUH), headed by the American diplomat Helen Meagher La Lime, is the target of the democratic sectors and other circles engaged in the struggle for democracy. Being at the opposite end of the spectrum from Jovenel Moïse and his team, they are angered by the misdeeds of their so-called leaders, who are, nevertheless, shielded by the UN Secretary General's representatives in Haiti. Thus, the latter frustrate the people in their just demands.

It's worth noting that the majority of diplomats based in Port-au-Prince, in concert with the American Embassy, show the same tolerance towards the men and women in power. Understandably, public opinion isn't tender toward the current batch of diplomats posted in Haiti. In their criticism, pro-democracy Haitians assert that in the past the diplomatic representatives scrupulously attended to their image. As if they had received their instructions from a single reputable source, they then had the same discreet and respectful attitude towards the host country and its citizens.

Considering the behavior displayed by the diplomats of the countries dubbed "Friends of Haiti" and the UN representatives, one gets the impression that they've found other fish to fry instead of writing objective reports on happenings in the host country. Isn't that what's required of them by their respective ministries on a regular basis? From all sides, political operatives in Haiti are baffled by the attitude of the diplomatic missions which feign ignorance of the assassinations perpetrated on the citizens in working-class neighborhoods.

Though disconcerting, one can no longer dismiss the persistent rumors of "unhealthy relations" existing, or hav-

ing existed, between diplomats and Haitian leaders. In a way, their current attitude lifts the veil a little on the "promiscuity" that seems to characterize the behavior of some diplomats. It reminds us of that photo showing the former head of the U.S. diplomatic mission in Haiti, Pamela White, walking among the festivalgoers at a Jacmel carnival, arm-in-arm with former Prime Minister Laurent Salvador Lamothe enjoying it all to the hilt. Since that grotesque spectacle, Haitians don't believe that the Port-au-Prince-based diplomats are above suspicion.

The same diplomats who appear to be intractable defenders of democracy, whistleblowers in corruption cases and promoters of good governance are proving to be defenders of Jovenel Moïse and his team wallowing in crimes and all sorts of abuses. One wonders whether those diplomats duly write regular reports to their superiors who, for reasons known only to them, decide not to do any follow-up! The silence of the so-called "friendly countries" of Haiti regarding what's currently happening is troublesome. Would it be that such "friends" as the United States, France and Canada, as well as organizations like the United Nations and the Organization of American States (OAS), are kept in the dark of the facts? Or have they decided deliberately to ignore them — for reasons both unmentionable and undisclosed?

In any case, Helen Meagher La Lime, mentioned by name, and other unnamed diplomats are excoriated in an article in the French daily *Libération*, that appeared July 3, 2020, written by Frédéric Thomas, a PhD in Political Science, and a research fellow at the CETRI-Tricontinental Centre, in Louvain-la-Neuve, Belgium. The UN Secretary General's representative in Haiti is roundly criticized in that article with an accusatory title: "**Haiti and the International Community: Between denial and complicity.**" The hypocrisy, even indifference, shown by Ms. La Lime during a presentation to the Security Council on June 19, 2020, establishes a striking contrast between the remarks made to her bosses and the reality on the ground in Haiti.

Referring to Ms. La Lime, Thomas began by saying "the self-satisfaction she expressed went hand in hand with support for the Haitian government's efforts to reform the constitution and set an electoral calendar. With no reference made about corruption, the empty rhetorical mention to 'good governance' and the fight against impunity" could be interpreted as a denial of the situation that had led to the popular

uprising two years earlier."

Demonstrating bad faith on Ms. La Lime's part in relation to the crimes perpetrated by the government through armed gangs in its pay, the author furnishes a real potpourri of facts against the *Tet Kale* regime. Frédéric Thomas cites the "La Saline Massacre" of November 2018 in which, he says, "59 people" were killed. Human rights organizations had reported more some 70 victims. In addition to La Saline, *Libération* also reports killings in Pont Rouge and Bel-Air, as well as similar crimes perpetrated elsewhere. The columnist also reports that dismissed former police officer Jimmy Chérizier, tasked with carrying out the murderous expeditions, usually arrived in armored vehicles of the Haitian National Police. Yet, argues Frédéric Thomas, during her presentation to the Security Council, the representative of the UN Secretary General, glossed over all these murders of innocent victims. Not a word about how the violent actions of the government agents have caused insecurity to go up several notches. He declares that the ultimate goal of the generalized upsurge in violence is the control of entire neighborhoods to secure the vote for the regime in upcoming elections. And he asks the pertinent question: "How many massacres will it take to lift the mask of indifference and cynicism, to view the reflection of the beheadings and the burned bodies in the mirror of international diplomacy?"

While Frederick Thomas did not specify the names of the other diplo-

mats accused of tolerance towards Jovenel Moïse, he, nonetheless, exposes a fundamental truth. "The current violence," he states, "is fed and instrumentalized by a government which, without the support of the 'International Community' already would have collapsed under the pressure of the streets".

The independent press organs have never ceased to denounce the complacent attitude of the "International Community" towards Haiti's decision-makers. Continuously, they have revealed their crimes on top of acts of corruption and embezzlement of State funds. With undisputed facts, they have shown the involvement of the Haitian Head of State and his close collaborators in the rape of the nation. The democratic sectors, authentic defenders of democracy, also have kept the spotlight on the deteriorating situation in Haiti and have not held back in their denunciations. The time has come to question what is the United Nations role in Haiti.

Certainly, after all that foreign diplomats and their UN allies have done, or failed to do, since the deployment of their troops in Haiti, it is time to demand what have the representatives of the eminent world body accomplished to merit the attractive salaries they receive and the generous pensions to which they're entitled. Instead of carrying out the mission it had set for itself, the UN, through its representatives in Haiti, has been complicit in the regime's crimes and in its flagrant abuses in managing public affairs.

HAITI OBSERVATEUR

Les nouvelles, jour après jour

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAÏTI

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïi CR Canada
12213 Joseph Cassavani
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Vallbon
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré St. Germain France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe:
☐ 48.00 \$ US. pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe:
☐ 975.00 US. pour six (6) mois
☐ 1600.00 US. pour un (1) an

EUROPE

☐ 75 EUROS. pour six (6) mois
☐ 125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en
francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

BLACK LIVES MATTER EVERYWHERE (BLME)/ # LA VIE DES NOIRS COMPTE PARTOUT # LA VIDA DE LOS NEGROS IMPORTA EN TODAS POLITICAL PERSECUTION OF BLACKS IN THE UNITED STATES An invisible, polymorphic chokehold revealed

From page 5

reanimation will necessarily require the emergence of a trans-ethnic generation, standing against systemic racism in America. Apparently, the killers of innocent Black women and men in the streets of America are the same ones who cut down the trees — essential for the natural renewal of circulation of oxygen in their respiratory system. They are also the very ones who shoot and kill animals in their natural habitats, for the pleasure of killing and glorifying death, while pretending to ignore the catastrophic disintegration of our planet, for greed and hidden self-interest. The aforementioned paradoxes depict a sober tele-cognitive reading into the psyche of systemic racism's drivers. This is evidence of ignorance amplified by arrogance: a suicidal cocktail against the progressive evolution of humankind, from their ancestral African caves to interstellar migration, through space tourism.

This chokehold dilemma has a variety of very deep roots. A great amount of resources will have to be committed in support of this new generation currently equipped, in figurative terms, with “ventilators” of various brands and models. With so many U.S. authorities on the dark side with respect to systemic racism, post-chokehold resuscitation will likely come with a heavy price.

Fortunately, America can start breathing, for serious negotiations will necessarily involve this new melting pot generation, conscious of the societal ill associated with police brutality as well as systemic racism. In fact, the new generation has openly and publicly finalized its divorce with the status quo. Irrespective of race, color and countries of origin, it rejects categorically the oppressive system that has ravaged Black communities beyond the borders of the United States for centuries.

As a result, it would be a strategic faux pas to threaten or link progressive allies to the heinous acts of the past. In addition, it would be counter-productive to seek revenge, running the risk of disturbing the streams of positive energy, which fuel the “Black Lives Matter” movement and similar initiative everywhere. The overarching goal is to restore Black dignity in all four corners of the globe. Failure is not an option.

The polysomic nature of political persecution of Blacks in America

In the context of systemic racism, political persecution is a type of oppression that involves the application of unjust, violent or cruel treatment or treatment of a person or a group of people on racial grounds. It viciously aims at preventing a citizen from exercising his civil and political rights inherent to his status as a free human being living in what is believed to be a democratic society. However, the technique of “decitizenization” (stripping one of his or her citizenship,) applied against Black communities, often results sadly in dehumanization and humiliation.

When a country's prison system hinges on the logic of keeping behind bars a large segment of the Black population, it does not take much to understand the role of this preprogrammed mass incarceration in the cynical and invisible plan to deny the Black community of much-needed political power to advance its causes. Accordingly, potential political leaders are being nipped in the bud. In addition, those who survive face gratuitous violence and cruelty at the hands of conditioned “executioners”, as it has been projected so vividly on our screens, large and small, in recent weeks. Blacks are kept away from the ballot boxes by well-crafted schemes developed in the villain's laboratories. Based on the foregoing,

“privative political persecution” is introduced here as a stratagem devised to prevent Black in America from exercising their civil and political rights. In position power, the villain repeatedly commits the cowardly and callous act of “changing the rules in the middle of the game.”

It would be a huge error in judgment to inflict political persecution on those who have already earned the rights to vote. Case in point, when the slave was considered as a 100% machine of production: ¼ thing; ¼ human; ¼ beast; and ¼ machine, in the eyes of the slave master of course, there were no civil or political rights to preserve. Nonetheless, in a very subtle and invisible way, the slave suffered from what is being introduced here as preemptive political persecution, namely, preventing access to inherent civil and political rights, thereby encroaching with a human being's natural right to self-determination.

Do voting rights of Black in America amount to a constitutional illusion? The timing of arrests and prosecutions can also confirm the intent and willingness to suppress votes. This conduct is qualified as what has been identified here as criminalized political persecution that is, preventing the exercise of civil and political rights by fabricated criminal dossiers. In addition, the manipulation of logistics affected to the electoral system often coincide with audacious blockades to keep Blacks away from the polling stations, thereby confirming further manifestation of systemic racism.

The planned reduction in the number of polling stations is the umpteenth element of a sophisticated scheme of political persecution against Black men and women in America, since the arrival manumilitari of their ancestors on the coast of Virginia in August 1619. Ironically, four hundred years later, in 2020, lie after lies, deception following de-

ceptions, betrayal over betrayals, Blacks in America have been secretly stripped of their openly granted civil and political rights. This is a clear manifestation of illusory political persecution.

Conclusions

Until a special commission is setup to identify, catalog and geo-reference a significant number of historical monuments and statues offensive to some, this peaceful cross-ethnic movement should decide in favor of a moratorium on certain activities likely threaten its current momentum.

At this point, it would be wise to stop the anarchic dismantling of historic monuments, by proposing a parallel plan aimed at stopping the provocation over the removal or continuous display of controversial monuments in public places. The protection of non-collective heritage must be persevered for educational purposes, according to negotiated protocols.

America must write a new page of its history, based on both positive and negative experiences of the past. However, Black or White, Yellow or Red, no one has the right to rewrite history. The latter repeats itself in original versions only. As such, it is not re-editable.

Indeed, for being associated with well-documented criminal acts, marked by massacres, lynching and caning, over a period of four hundred years, the evolution of political persecution of Blacks in America has turned into a suffocating chokehold under the conditions of a secret apartheid.

This should stop. As the light at the end of the tunnel glows, a new generation is tackling the challenges. Changes are underway. As preliminary findings suggest, the depth of changes taking place in this deeply divisive society will measure further manifestations of the political perse-

cution of Blacks in America. Too much for Blacks in America, is too much for Blacks everywhere.

The total emancipation of Blacks requires a collective and inclusive framework according to a global vision. Such an approach will facilitate universal recognition of the values, the contributions as well as the dignity of all Blacks as human beings. Because the success of a people or an ethnic group is never measured in terms of individual exploits counted individually, but as collective exploits supported by individual contributions.

Hence, the importance accorded to the organization of a global cross-ethnic community. As a result, it will require a commitment to the universal reconnaissance of dignity inherent to all Blacks as human beings, everywhere: the starting point of any serious attempt to tackle this hybridized and polymorph logical phenomenon of political persecution of Blacks in America.

Nota Bene: In the next edition, we will explore the importance of an organized global structure that promotes “Black Lives Matter” everywhere. In fact, as they support this noble cause, U.S. political leaders, corporate America as well as lawmakers in Washington must no longer ignore the cries of millions of Blacks living in countries recently described as sh*t holes, because the plea for “Black Lives Matter” applies rightfully to “Black Lives Matter” everywhere. As a result, Black political picks at the national level, should not rely on Ivy League school credentials or previously held high profile jobs, but on their documented records of accomplishment directly linked to the fight against systemic racism in America, not limited to police brutality, political persecution, unfair hiring practices, and so forth.

LA COLUMNA ESPAÑOLA

Una nueva columna a pagina 1

“En esta jornada electoral, el modelo democrático de la República Dominicana ha salido fortalecido. De esta manera, felicitamos al Presidente electo, Luis Abinader, con quien hemos hablado y con quien hemos anunciado el mayor éxito. Larga vida a la R.D.”. Estas son las palabras que transmitió en su cuenta de Twitter.

Claramente, el Sr. Medina demostró una fuerza de carácter y respeto por el proceso democrático que los líderes dominicanos rara vez muestran en tales ocasiones. Por lo tanto, debemos agregar:

¡Quítese el sombrero, Presidente Medina!

En casi un mes, Abinader toma las riendas

Curado del coronavirus hace pocas semanas, Luis Abinader Corona, se convirtió en el presidente electo de la República Dominicana después de haber sido elegido por una mayoría decisiva el 5 de julio. Dentro de casi un mes, el 15 de agosto, prestará juramento como Presidente de la República al mismo tiempo que se le entreguen las llaves del Palacio Nacional. Oficialmente permanecerá allí durante los próximos cuatro años, la duración de su mandato

presidencial. A menos que las circunstancias sean favorables a su continuación en el cargo, cuando su poder constitucional expire.

El presidente saliente dijo que había hecho arreglos para establecer un equipo de transición, en previsión del cambio de guardia, en el Palacio Nacional. Mientras tanto, se siguen haciendo especulaciones, sugerencias y opiniones sobre la selección de los miembros del Gabinete de Ministros del Presidente electo. Algunos creen que se rodeará de hombres y mujeres cuyas habilidades contribuirán en gran medida al cumplimiento de las promesas electorales de Abinader.

De hecho, sabemos que el tema del “cambio”, que ha sido el leitmotiv de la campaña electoral del Presidente electo, llegará finalmente a su fase de aplicación en el futuro inmediato. Sobre todo porque el pueblo dominicano, sediento de cambios, se había identificado con las promesas de Abinader, hasta el punto de concederle una firme victoria para llevar a cabo su proyecto social. Esta idea fue, de hecho, reforzada con una mayoría parlamentaria, al menos a nivel del Senado, el PRM habiendo obtenido 18 escaños de un total de 31, incluyendo el Distrito Nacional y Santo Domingo. El Presidente del Consejo Electoral ha indicado que el recuento continúa en la Cámara de

Diputados, cuyos resultados se anunciarán en las próximas horas.

A la luz de todos estos hechos, parece que Luis Abinader tiene todo lo necesario para dar satisfacción al pueblo dominicano. Queda por ver si él y el PRM tendrán la voluntad de efectuar cambios, como explicó durante la campaña electoral. Dado que tendrá que tratar con una gran parte del establishment dominicano, que puede no estar en la misma longitud de onda que él, o que puede negarse a escuchar las demandas expresadas en la votación del 5 de julio de 2020, es de temer que el Presidente Abinader se enfrente a un reflejo de rechazo.

L.J.

UNA NUEVA COLUMNA EN HAITI-OBSERVATEUR

Sin duda, el asesinato de George Floyd ha provocado cambios en casi todas las áreas. Es una revolución que se está extendiendo como un incendio forestal. Haití-Observador no está exento de ello. Por eso hemos decidido añadir una nueva sección titulada LA VIE DES NOIRS COMPTE/BLACK LIVES MATTER/ LAS VIDAS NEGRAS IMPORTAN EN TODAS PARTES

Los textos tratarán de temas relacionados con la esclavitud, las colonias de esclavos y la vida bajo los regímenes coloniales, etc., en todos los países en los que existió este sistema. Los textos se presentarán en cuatro idiomas: francés, criollo, inglés y español. Esta sección no será solo de la competencia de la Redacción, ya que cualquier autor que presente un texto sobre estos temas, escrito en uno de estos cuatro idiomas, recibirá hospitalidad. En la medida en que el protocolo exige que estos artículos se presenten en estos cuatro idiomas, se entiende que los documentos recibidos en uno de estos cuatro idiomas se traducirán a los otros tres. Dado el aspecto global de la esclavitud, los autores de estos artículos también serán universales. Deseamos que esta nueva adición a nuestra lista de temas tenga mucho éxito.

BLACK LIVES MATTER EVERYWHERE (BLME)/ # LA VIE DES NOIRS COMPTE PARTOUT # LA VIDA DE LOS NEGROS IMPORTA EN TODAS

LA PERSECUCIÓN POLÍTICA DE LOS NEGROS EN LOS ESTADOS UNIDOS

Un estrangulador polimórfico invisible reveló

Por Berg Hyacinthe

La sutil persecución política de los Negros en los Estados Unidos de América se revela según sus cuatro manifestaciones básicas: (1) persecución política privada; (2) persecución política preventiva; (3) persecución política criminalizada; y (4) persecución política ilusoria.

Como se ha señalado en publicaciones anteriores, al tratar el castigo colectivo de los Negros, hay que tener en cuenta la naturaleza universal de la dignidad humana. La persecución política de los Negros en América debe abordarse de manera colectiva, multidimensional y ubicua, ya que no existe una receta secreta país por país para restaurar la dignidad de los Negros. De hecho, la reanimación requerirá necesariamente el surgimiento de una generación transétnica, que se oponga al racismo sistémico en América. Aparentemente, los asesinatos de mujeres y hombres Negros inocentes en las calles de América son los mismos que cortan los árboles - esenciales para la renovación natural de la circulación de oxígeno en su sistema respiratorio. También son los mismos que disparan y matan a los animales en sus hábitats naturales, por el placer de matar y glorificar la muerte, mientras pretenden ignorar la desintegración catastrófica de nuestro planeta, por codicia y un interés propio oculto. Las paradojas mencionadas anteriormente muestran una sobria lectura telecognitiva en la psique de los impulsores del racismo sistémico. Esto es una prueba de ignorancia amplificada por la arrogancia: un cóctel suicida contra la evolución progresiva de la humanidad, desde sus ancestrales cuevas africanas hasta la migración interestelar, pasando por el turismo espacial.

Este dilema del estrangulamiento tiene una variedad de raíces muy profundas. Habrá que dedicar una gran cantidad de recursos para apoyar a esta nueva generación que actualmente está equipada, en términos figurativos, con "ventiladores" de diversas marcas y modelos. Con tantas autoridades estadounidenses en el lado oscuro con respecto al racismo sistémico, la resucitación post-concención probablemente tendrá un alto precio.

Afortunadamente, los Estados Unidos pueden empezar a respirar, ya que las negociaciones serias implicarán necesariamente a esta nueva generación de melting pot, consciente de los males sociales asociados a la brutalidad policial así como al racismo sistémico. De hecho, la nueva generación ha finalizado abierta y públicamente su divorcio con el status quo. Independientemente de la raza, el color y los países de origen, rechaza categóricamente el sistema opresivo que ha asolado a las comunidades negras más allá de las fronteras de los Estados Unidos durante siglos.

Como resultado, sería un paso en falso estratégico amenazar o vincular a los aliados progresistas con los actos atroces del pasado. Además, sería contraproducente buscar venganza, corriendo el riesgo de perturbar las corrientes de energía positiva que alimentan el movimiento "Black Lives Matter" y otras iniciativas similares en todas partes. El objetivo general es restaurar la dignidad de los Negros en los cuatro rincones del mundo. El fracaso no es una opción.

La naturaleza polisómica de la persecución política de los Negros en América

En el contexto del racismo sistémico, la persecución política es un tipo de opresión que implica la aplicación de un trato injusto, violento o cruel o el tratamiento de una persona o un grupo de personas por motivos raciales. Su objetivo es impedir que un ciudadano ejerza sus derechos civiles y políticos inherentes a su condición de ser humano libre que vive en lo que se considera una sociedad democrática. Sin embargo, la técnica de "deciudadanización" (despojar a uno de su ciudadanía) aplicada contra las comunidades negras, a menudo tiene como triste resultado la deshumanización y la humillación.

Cuando el sistema penitenciario de un país depende de la lógica de mantener tras las rejas a un gran segmento de la población negra, no hace falta mucho para comprender el papel de este encarcelamiento masivo preprogramado en el plan cínico e invisible de negar a la comunidad negra el tan necesario poder político para promover sus causas. En conse-

cuencia, los potenciales líderes políticos están siendo cortados de raíz. Además, los que sobreviven se enfrentan a la violencia y la crueldad gratuitas a manos de "verdugos" condicionados, como se ha proyectado tan vívidamente en nuestras pantallas, grandes y pequeñas, en las últimas semanas. Los Negros son mantenidos alejados de las urnas por esquemas bien elaborados desarrollados en los laboratorios del villano. Basado en lo anterior, la "persecución política privada" se introduce aquí como una estrategia ideada para impedir que los Negros de América ejerzan sus derechos civiles y políticos. En el poder de la posición, el villano comete repetidamente el cobarde e insensible acto de "cambiar las reglas en medio del juego".

Sería un enorme error de juicio infligir una persecución política a quienes ya han ganado los derechos de voto. Ejemplo de ello es que cuando el esclavo era comido repetidamente el cobarde e insensible acto de "cambiar las reglas en medio del juego". Sería un enorme error de juicio infligir una persecución política a quienes ya han ganado los derechos de voto. Ejemplo de ello es que cuando el esclavo era comido repetidamente el cobarde e insensible acto de "cambiar las reglas en medio del juego".

¿Acaso el derecho de voto de los Negros en América equivale a una ilusión constitucional? El momento de las detenciones y los enjuiciamientos también puede confirmar la intención y la voluntad de suprimir los votos. Esta conducta se califica como lo que aquí se ha identificado como persecución política criminalizada, es decir, impedir el ejercicio de los derechos civiles y políticos mediante expedientes penales fabricados. Además, la manipulación de la logística afectada al sistema electoral suele coincidir con bloqueos audaces para mantener a los Negros alejados de las mesas electorales, confirmando así una nueva manifestación de racismo sistémico.

La reducción prevista del número de mesas electorales es el enésimo elemento de un sofisticado plan de persecución política contra los

hombres y mujeres Negros en América, desde la llegada manu militari de sus antepasados a la costa de Virginia en agosto de 1619. Irónicamente, cuatrocientos años después, en 2020, mentira tras mentira, engaño tras engaño, traición tras traición, los Negros de América han sido secretamente despojados de sus derechos civiles y políticos abiertamente concedidos. Esta es una clara manifestación de una ilusoria persecución política.

Conclusiones

Hasta que se establezca una comisión especial para identificar, catalogar y georeferenciar un número significativo de monumentos históricos y estatuas ofensivas para algunos, este pacífico movimiento interétnico debe decidir a favor de una moratoria en ciertas actividades que probablemente amenazan su actual impulso.

En este punto, sería prudente detener el desmantelamiento anárquico de los monumentos históricos, proponiendo un plan paralelo destinado a poner fin a la provocación sobre la remoción o la exhibición continua de monumentos controvertidos en lugares públicos. La protección del patrimonio no colectivo debe perseverar con fines educativos, según protocolos negociados.

América debe escribir una nueva página de su historia, basada en las experiencias positivas y negativas del pasado. Sin embargo, ya sea en blanco o negro, amarillo o rojo, nadie tiene derecho a reescribir la historia. Esta última se repite sólo en las versiones originales. Como tal, no es reeditable.

En efecto, por estar asociada a actos criminales bien documentados, marcados por masacres, linchamientos y azotes, durante un período de cuatrocientos años, la evolución de la persecución política de los Negros en América se ha convertido en un sofocante ahogo en las condiciones de un apartheid secreto.

Esto debería terminar. Mientras la luz al final del túnel se enciende, una nueva generación se enfrenta a los desafíos. Los cambios están en marcha. Como sugieren los hallazgos preliminares, la profundidad de los cambios que tienen lugar en esta sociedad profundamente divisoria medirá más manifestaciones de la

persecución política de los Negros en América. Demasiado para los Negros en América, es demasiado para los Negros en todas partes.

La emancipación total de los Negros requiere un marco colectivo e inclusivo de acuerdo a una visión global. Tal enfoque facilitará el reconocimiento universal de los valores, las contribuciones así como la dignidad de todos los Negros como seres humanos. Porque el éxito de un pueblo o de un grupo étnico nunca se mide en términos de hazañas individuales contadas individualmente, sino como hazañas colectivas apoyadas por contribuciones individuales.

De ahí la importancia concedida a la organización de una comunidad interétnica mundial. Por consiguiente, requerirá un compromiso con el reconocimiento universal de la dignidad inherente a todos los Negros como seres humanos, en todas partes: el punto de partida de cualquier intento serio de abordar este fenómeno lógico híbrido y polimorfo de persecución política de los Negros en América.

Nota Bene: En la próxima edición, exploraremos la importancia de una estructura global organizada que promueva "La materia de las vidas de los Negros" en todas partes. De hecho, al apoyar esta noble causa, los dirigentes políticos de los Estados Unidos, las empresas de América y los legisladores de Washington no deben seguir ignorando los gritos de millones de Negros que viven en los países recientemente descritos como "agujeros de mierda", porque el alegato de que "la vida de los Negros importa" se aplica legítimamente a "la vida de los Negros importa" en todas partes. En consecuencia, los políticos Negros elegidos a nivel nacional no deben depender de las credenciales de las escuelas de la Ivy League o de los empleos de alto nivel que hayan ocupado anteriormente, sino de su historial documentado de logros directamente vinculados a la lucha contra el racismo sistémico en los Estados Unidos, que no se limitan a la brutalidad policial, la persecución política, las prácticas de contratación injustas, etc.

TRIBUNE LIBRE

Suite de la page 2

mencée en 1865 avec l'appui politique et militaire d'Haïti au projet de restauration de l'indépendance dominicaine contre l'Espagne.

Les préjugés racistes expliquant le massacre des Haïtiens par l'armée dominicaine en 1937 et, plus récemment, la décision du gouvernement dominicain de rendre apatride un nombre important de ses propres citoyens, parce-qu'originellement de descendance haïtienne, n'ont pas eu le dessus sur les relations fraternelles entre les deux peuples, qu'aucune idéologie morbide n'a jamais pu vraiment conduire à la guerre.

Par ailleurs, alors qu'après la dictature de Trujillo, les acteurs politiques dominicains ont construit une stabilité politique génératrice d'une santé économique

pour leur pays, en Haïti, on rate encore, même en 2020, l'entrée dans la modernité économique et les vertus stabilisatrices de la transition démocratique. Nos «chire-pit» sont sans fin et le pays s'éteint à petit feu dans l'indifférence nationale et l'ingérence internationale.

De fait, ceux qui me lisent régulièrement doivent savoir que dans « Mes réflexions sur l'avenir d'Haïti », je les invite toujours à en faire de plus profondes pour le bien commun au lieu de se perdre en tergiversations inutiles et en faux-fuyants, tel que le débat du «massi-madi» qui nous éloigne clairement aujourd'hui de l'essentiel. Le pays agonise et le peuple Haïtien perd son temps dans des discussions stériles et futiles alors que nous pataugeons dans un banditisme de rue, toléré par le pouvoir et avançons vers un désastre économique éclatant, caractérisé par des déficits budgétaires répétés, une inflation galopante, une dépendance quasi-extrême de notre consommation quotidienne de l'importation des produits étrangers et une course effrénée vers l'atteinte prochaine de 150 gourdes pour un dollar américain.

À l'instar des alliances fructueuses et durables des acteurs politiques dominicains, telle celle historique des deux partis majoritaires en 2016, pourquoi, aujourd'hui, l'opposition politique Haïtienne, au lieu de faire le choix périlleux de l'aventure aveugle du pouvoir temporaire de la transition, ne cherche-t-elle pas à garantir la stabilité politique institutionnelle via un consensus général avec le pouvoir en place et les forces vives et saines de la nation? Voilà une tâche qui ferait de nos politiciens des éléments d'une classe politique responsable et visionnaire décidés à travailler non pour la sauvegarde de leurs

intérêts personnels mais pour notre bien-être de peuple.

En définitive, malgré les inégalités sociales encore existantes, la stabilité politique Dominicaine, mère du décollage économique, est l'œuvre d'une classe d'hommes et de femmes patriotes que nous devons tenter de répliquer en Haïti. Aucun développement n'est possible avec des leaders enchaînés aux vices ténébreux et mortifères que sont la cupidité, la ruse, la méchanceté et l'égoïsme. Ainsi, les politiques haïtiens (au pouvoir ou aspirants) devraient, dans leurs actions et décisions, avoir toujours comme boussole, le souci de la **stabilité**; d'où le respect scrupuleux des échéances et prescrits constitutionnels. Pour conduire Haïti vers la création de richesses et la modernité, il nous faut d'abord de nouveaux dirigeants nationalistes qui s'engagent dans l'application stricte de la Constitution et des lois de la République, seuls garants de cette **stabilité** et du progrès.

En fin de compte, pour le développement insulaire envisa-

gé, l'exemple dominicain est à suivre et à dupliquer. Mais Haïti doit d'abord renaître et rompre avec les habitudes néfastes de coup d'état, de mauvaises élections, de corruption, d'amateurisme et de gouvernement provisoire. Pour cela, il nous faudra un nouveau leadership instruit, intègre et pétri de l'amour de la Patrie Haïtienne et de l'île toute entière. Ce faisant, les Dominicains n'auront d'autre choix que de faire route avec nous dans le respect et la solidarité mutuelle.

(Fin de la première partie).

Dans la seconde, que je publierai bientôt, je traiterai des questions relatives aux aspects économiques et commerciaux des relations haïtiano-dominicaines comme levier pour le développement durable et intégral de l'île... (à suivre)
30 juin, 2020

Père Jean-Miguel Auguste
+509 37470865
+1347 3378954
miguelnov19@gmail.com

Kreyòl

Soti nan paj 6

eleksyon. Wi, menm eleksyon bouyi vide yo. Kilès ki pral fè sa? Jovenel Moyiz, ki pèdi tout kredibilite? Sanble ke 2 medam anbasadè sa yo krache younn nan bouch lòt.

Mwen pa ta vle kwè ke se sèkretè jeneral Nasyon Zini an, *Antônio Guterres*, ki sanse konprann bagay yo youn fason diferan de Ameriken yo, ki ta di reprezantan l'ann Ayiti a li pa bezwen okipe l' de kesyon gang yo. Paskè sa fè pati

politik Etazini genyen pou Ayiti, antan ke peyi 'Twou k.k.', jan prezidan isit la trete peyi a. Èske sèkretè jeneral la ta menm di l, li deja diskite afè gang yo ak chèf diplomasi ameriken nan, sèkretè Deta *Mike Pompeo*?

Men n'ap pouse sa pi lwen toujou. Pa bliye ke Nasyon Zini kòmanse rantre nan politik lakay la depi lane 1994, lè yo te vin pote Ameriken konkou lè gouvènman prezidan *Bill Clinton* te fè mennen prezidan Jan-Bètran Aristid (Jean-

Bertrand Aristide) tounen ann Ayiti avèk plis pase 20 mil solda ameriken. Epi Nasyon Zini te vin pran larelev. Depi premye kou sa a, Nasyon Ziniti tounen nan lane 2004 avèk MINUSTAH, ki vin tounen MINUJUSTH – mwen pa di MINIJIP—epi kounnye a se BINUH. Se pandan tout misyon sa yo te la nan peyi a ke gang t'ap pouse tankou zèb mawon, jouk yo devni sa yo ye jodi a: Mèt kesyon an, sitou avèk pi gwo chèf yo a, ki te deklare alapapòt li se «**Bandi Legal**».

Jan nou wè kesyon an, se youn konplo yo monte sou do pèp ayisyen an. Men pou bagay la parèt kòmsi se pèp la k'ap mande sa, anbasadè *Sison* di: «**Peuple haïtien, vous**

devez exiger l'organisation des élections!» Menm sou kontwòl chèf gang ak youn bann ti gangstè ki ta fèt pou nan prizon! Men sa pa di gwo otorite etranje yo anyen, lè se gang ki pral kontwòle aparèy Leta a, soti depi sou CASEC monte jouk nan Palè avèk gwo «**Bandi Legal**» la k'ap vin vòlè plis pase tou sa l' deja pran nan PetroCaribe a, epi enstale nouvo **Makout** li yo li pral lage nan fiftiwann nou, paske anfenkont se sa k'ap regle la a!

Pèp ayisyen, m'ap denonse yo tout e m'ap mande nou, nou tout ki pa dakò pou yo vin fè gang peze kou nou anba jenou yo jouk nou pèdi souf, jan yo te fè ak *George Floyd*, nan *Minneapolis*, m'ap mande nou

leve kanpe! Se pa pou n mande okenn eleksyon malatchong, bouyi vide! Se tranzisyon tou drèt, san gad deyè, menm si se ak younn nan pami yo ki kòmanse montre li pa dakò jan bagay yo ap fèt la. Se pou n di: **NON! NOU PA AKSEPTÉ! SA SE TWÒPATÒ!**

Grenn Pwonmenenn, 8 jiyè 2020
sa k soukisa l'oblige di? Paskè se pa afè eleksyon demokratik k'ap regle. Se youn bouyi vide pou pete sèten mounn ann Ayiti ki aksepte yo pete yo, men sitou pou fè lòt peyi plezi, paske y'ap mande kouman fè pa gen eleksyon ann Ayiti depi dikdantan epi se youn prezidan-diktatè ki opouvwa, k'ap vide dekrè 2 grenngòch atè tout la sent jounen.

HAPPENINGS!

Continued from page 1

led against the contract, providing information to show its illegality, he was paid no mind. In fact, he got his payback last January when, singlehandedly, President Moïse dismissed 10 senators, including him, depriving them of two years of their regular mandate. Such is democracy under Jovenel Moïse who's turned it into a "demoncracy!"

*An adviser to President Moïse says the Penal Code is "dead on arrival." Well-known lawyer Reynold Georges, judicial and political advisor to the Haitian president, was heard Saturday evening, July 4, at "Moment of Truth," a program on Radio Signal FM, in metropolitan Port-au-Prince, discussing the new controversial code decreed by President Moïse. He said he was

not consulted about it. "What can I say? It's dead on arrival," he said, and added, "Haitian society hasn't reached the point to accept this penal code which doesn't reflect its mores, practices and customs."

Thumping his chest, so to speak, he said, "Attorney Reynold Georges is a Juris Doctor." He should have been contacted and he would have given good advice. In preparing laws, one should take into consideration "psychological, sociological and anthropological approaches." In other words, the president was advised by amateurs, not by him. "Anyway, the people don't want this Penal Code," said the presidential expert adviser.

*Another one associated with the ruling PHTK party, rejects the Penal Code. Former Député (Congressman) Alfredo Antoine, of the Kenscoff district, in the

highlands above Pétiyon-Ville, who was participating in the same show with Attorney Georges, said his "Protestant background and being closely tied to a Protestant church in Kenscoff," there's no way he could approve of the code. That code should be reviewed and corrected to correspond to the wishes of Haitian society, he said. Apparently, Attorney Georges knows what he's talking about when he says "it's dead on arrival."

*Minister of Justice Lucmane Déville has gone AWOL, in the wake of a scandal regarding release of political prisoners. Last Friday, July 3rd, the Minister of Justice and Public Security, Lucmane Déville, hurriedly left Haiti while an investigation, at the request of Prime Minister Joseph Jouthe, had begun regarding the release of several unauthorized felons among a list of 415 that

were supposedly pardoned by presidential decree. On boarding his flight at the Port-au-Prince airport, Déville called the Prime Minister, his hierarchical boss, to apprise him of his departure. He didn't say when he was coming back.

Reporting about the quick departure of the Minister, Haiti24.net, an internet blog, said, Friday, before the minister had gone AWOL, the Prime Minister, answering a question about the "presidential pardon," had stated, "The guilty one in this affair will pay for his error." Ironically, P.M. Jute added, "There are three [French] words ending in 'ion': nomination, révocation and démission." (Being nominated, dismissed and resigned.)

As previously reported, months ago, the American Embassy had suggested that some harmless prisoners, especially some elderly and many in detention for months without seeing a judge, be released to decongest the prisons, which would be conducive to the spread of the deadly virus. Some notorious

prisoners, especially with friends in high places, were let out of jail surreptitiously. Thus, it wouldn't be the first time that "presidential pardon" is used for the wrong purpose. What's the more troubling, President Moïse has remained silent about the actual felons who were pardoned.

Mr. Déville is said to have children or other relatives in Florida and his flight did take him to the sunshine state, which is among the new epicenters of COVID-19. Though no information has been available about him since last Friday, it's believed that Déville is in confinement somewhere in Florida, hiding both from the authorities in Haiti and from COVID-19.

Meanwhile, according to Haiti24, a source said that the Minister of the Interior (Homeland Security) and Territorial Collectivities (Rural communities) is assuming the responsibilities of the "absent" Minister of Justice.

RAJ, July 8, 2020

BLACK LIVES MATTER!

Continued from page 1

every-thing will be according to established protocols during these trying days of COVID-19: The wearing of masks is mandatory, gloves are encouraged, and social distancing rules will be in effect.

The event, sponsored by the **Haitian United Alliance**, in accord with the law firms of Sanford Rubenstein, DeBrosse & Associates and Oleg Rybak, is a **"Memorial in honor George Floyd,"** with the unfurling of the mural, which will be signed by Philonise George. Unknown to him where he is, **George Floyd** has become the **"Apostle of**

Change," known all over the world since his sacrifice on May 25, in Minneapolis, Minnesota, where he died publicly under the

weight of White police officer Derek Chauvin, who kept his knee on the neck of the victim, for 8 minutes and 46 seconds, while **George Floyd** pleaded for his life. **"I can't breathe,"** he kept saying, until he was totally silenced.

In death, **George Floyd** has touched many and awaken citizens everywhere who are now concerned about the treatment meted out to minorities, especially to African-Americans who were freed from slavery with the

Emancipation Act signed by President Abraham Lincoln, on January 1, 1863, but freedom for all slaves was not consummated until June 19, 1865, when word finally got to the slaves in Texas. Thus, **Juneteenth**, every year on June 19, recognized as Indepen-

dence Day for our Black American brothers and sisters.

The humiliation continued with the sting of segregation in the south. Segregated schools would be struck down in the 1954 Brown vs. Board Education ruling of the Supreme Court, yet it continued for years, being more economic than racial. In addition, it rose December 1, 1955 when Rosa Parks refused to give up her bus seat to a white man in Montgomery, Alabama, just to say, it's almost yesterday that African-American had to endure legal second-class citizenship. In addition, the Civil Rights movement, that was in the 1960s, with losses of many lives, including two famous martyrs: Rev. Martin Luther King and El Hajj Malik El-Shabazz, better known as Malcolm X.

As the first to break the back of slavery on the battlefield, on November 18, 1803, our Haitian ancestors presented the world the first Black Republic on January 1, 1804, an event that unleashed the wrath of the European enslavers who controlled the world then. The merciless worldwide embargo declared on the new nation for more than two decades and the reparations to slaveowners imposed under threat of overwhelming power, a sum calculated at more than \$21 billion in today's dollars, and with no allies anywhere, that's what is at the root of Haiti's underdevelopment to this day.

However, that didn't hinder our ancestors from becoming the **"Beacon of Freedom"** for all, having helped Simon Bolivar with all that he needed to liberate a big swath of Latin America and help even Greece in its war of liberation. Even the new American nation benefitted from our defeat

of the French. They had no choice but to sell the Louisiana Territory, mind you for \$15 million. That's how the 13-colony nation doubled its size overnight.

Considering our legacy, how can we remain silent as the **"Movement for Justice"** for our Black brothers and sisters here and for equality for all, is extending far beyond the borders of the United States of America? In the spirit of the motto that is enshrined in our Flag, **"L'Union fait la Force" (In Unity there is Strength);** we join the movement that the sacrifice of **George Floyd** has energized: **BLACK LIVES MATTER!** This time there's no more waiting. In addition, we applaud a new enlightened generation of Whites who have also joined the "Movement of Justice for all," that some call **"The George Floyd Revolution."**

See you there on Monday!

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 16

de personnes guéries est en deçà de ce que l'on constate ailleurs, soit moins d'un tiers, savoir 918 298.

Selon les informations fournies par les autorités sanitaires américaines, à l'inverse de ce qu'on enregistrait au début de l'introduction du virus au pays, ce ne sont plus les gens âgés qui sont les plus infectés, mais les plus jeunes de la société. Ceci reflète ce qu'on a constaté quand, dans des états comme la Floride, la Californie, Texas et l'Arizona, on avait repris les activités

commerciales un peu tôt, ce sont les jeunes qui se sont engouffrés dans les bars et autres lieux de divertissement. Sur les plages aussi, ce sont des jeunes qu'on a vus se laisser aller en matière de distanciation sociale. Et agissant comme si l'on était revenu au normal, ils disaient adieu aux masques.

Ainsi, le gouverneur de la Floride, autrefois moins rigoureux, exige le port du masque presque partout. De même, pour la Californie. Au Texas, le gouverneur conseille de rester à la maison, à moins qu'il soit nécessaire. Et en Arizona, les hôpitaux ont atteint les 90

% de leur capacité. Alors, l'on comprend pourquoi le Dr. Anthony Fauci, l'expert le plus en vue en matière de maladies infectieuses, et membre du Groupe de travail de la Maison-Blanche, a lancé un appel général au peuple américain : **«Lavez-vous les mains aussi souvent que possible, le masque est indispensable et pratiquez la distanciation sociale»**. À se rappeler qu'il avait prédit, la semaine d'avant, que si l'on continuait sur la même lancée, sans faire demi-tour, on comptera bientôt 100 000 cas d'infection par jour aux E.U.

Alors, on se demande quelle sera l'attitude du président Donald Trump, face aux derniers événements. La petite amie de son fils, Donald Trump jr. est diagnostiquée positive au COVID-19. Ainsi, Kimberly Guilfoyle n'est pas revenue, du South Dakota à Washington, vendredi dernier, 3 juillet, à bord de l'avion présidentiel. Son mari non plus. Ils avaient accompagné le président là-bas, où le chef d'État, s'adressant à ses ouailles, sous le regard de quatre de ses prédécesseurs, dont les silhouettes sont taillées dans le granite du Mont Rushmore, il faisait fi des protocoles anti-COVID-19. Ses partisans aussi qui, pour la plupart, n'étaient pas masqués, se foutant pas mal de la distanciation. D'ici peu, on

aura, sans doute, les rapports relatifs à une remontée en flèche de la contamination au coronavirus dans cet état.

Aussi, se demande-t-on, le président Trump, serait-il sur le point d'apprendre quelque chose de ce qui est arrivé à son homologue brésilien, d'ailleurs un ami qui l'avait visité, quelques mois plus tôt, à Mar-a-Lago? Ou continuera-t-il à minimiser l'ampleur de la COVID-19, et ignorant tout conseil, ne pratiquera-t-il pas ce qui, de plus en plus, est exigé des citoyens : Le masque est obligatoire pour freiner l'expansion du virus mortel. Et le candidat démocrate à la présidence, de dire : « Donald Trump est un complice de COVID-19 ». On aura tout entendu.

Pierre Quiroule II, 8 juillet 2020

GET A FREE COVID-19 TEST

Stop the spread. Get tested. Hit accept.

If you test positive for COVID-19, the Test & Trace Corps will call you to offer additional **FREE** resources and other support.



NYC.gov/COVIDtest

NYC

Test & Trace Corps

NOUVELLES BRÈVES

Le Coronavirus a frappé le président qui s'en moquait; les États-Unis confrontés à une situation super, selon les statistiques

La semaine a commencé en catastrophe quand, lundi soir, 6 juillet, a été annoncée la nouvelle que le président brésilien, Jair Bolsonaro est diagnostiqué positif au COVID-19, la pandémie qui continue à terroriser le monde entier. Et voilà que vendredi dernier, 3 juillet, Kimberly Guilfoyle, proche de la famille présidentielle américaine, elle aussi, est diagnostiquée positive au virus mortel. Qu'en est-il ? Est-ce une sonnette d'alarme pour les autorités des deux pays occupant les deux premiers rangs en ce qui concerne les personnes infectées à la COVID-19, ainsi que de mortalités qui en découlent ?

En effet, le président Bolsonaro,

se fichant de la pandémie, qu'il assimilait à un cas aigu de la grippe, a, personnellement confirmé la nouvelle hier, mardi, lors d'un point de presse, à Brasília, la capitale. Du nouveau, il était masqué, lui qui, depuis le début de l'année, se moquait des gens qui essayaient de lui faire comprendre qu'il fallait prendre au sérieux la menace de la pandémie qui, à ce moment, ravageait l'Europe. D'ailleurs, il s'est brouillé avec deux ministres de la Santé, qu'il a révoqués, minimisant les conseils qu'ils prodiguaient, le port du masque et la distanciation sociale.

Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons rapporté, dans cette

colonne, les dernières informations concernant le Brésil, qui occupait la seconde place dans le classement mondial des pays affectés par la COVID-19, et nous avions attiré l'attention sur ce président, disant qu'il était « têtue comme lui seul » et qu'à l'instar de son homologue américain, il ne portait pas de masque en public. Au contraire, nous avions souligné que le 23 juin dernier, un juge du district fédéral lui avait intimé l'ordre de se masquer en public, selon les règlements en vigueur. Sinon, il tomberait sous le coup d'une amende de 2 000 *reals* (la monnaie brésilienne) par jour, soit US \$387. Or, mardi, un Jair Bolsonaro assagi, arborant son cache-

nez, eut à dire : « *Je me sens assez bien, même normal. Je voudrais aller me balader au dehors, mais je n'ose pas, suivant les recommandations médicales* ».

Entre-temps, hier soir, les statistiques indiquent que le Brésil continue à faire face à une situation dangereuse, enregistrant 48 684 nouveaux cas de gens infectés au cours de 24 heures, pour un total d'un million et demi, soit, 1 674 655 et 66 868 de décès. Mais une lueur d'espoir pointe à l'horizon, car plus d'un million sont guéris, soit 1 072 229, dont 93 614 en 24 heures. On voudrait croire qu'il y aura un revirement de la situation, puisque au sommet de l'État on est obligé de prendre au sérieux la situation et entreprendre des mesures à la va-vite pour enrayer la progression de la maladie dans ce pays, le plus peuplé de l'Amérique du sud, où des milliers de nos congénères s'y sont établis durant la dernière décennie.

En passant, on notera qu'au niveau mondial, la barre des 10 millions d'infectés du coronavirus est franchie. Selon les chiffres fournis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), hier soir, mardi 7 juillet, on comptait 11 694 766 cas positifs de par le monde et 540 157 décès. Encore la lueur d'espoir au niveau international, puisque plus de la moitié des personnes infectées sont guéries, soit 6 349 542.

***Une remontée de la pandémie aux États-Unis étonne et pousse des gouverneurs à faire marche arrière par rapport à la reprise des activités économiques.** En tout premier lieu, on soulignera que les E.U. ont franchi la barre des trois millions de personnes infectées, soit exactement 3 048 072, selon les statistiques fournies hier soir, mardi 7 juillet. Le nombre de décès se situe 133 936, dont 1 537 en 24 heures. Et le nombre

Suite en page 15

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LEGISLATIVES EN R. D.

Raz de marée du Parti révolutionnaire moderne

Luis Abinader élu président au premier tour

Suite de la page 1

victoire à M. Abinader. Au téléphone, Gonzalo Castillo lui a dit dans son bref discours : « *Désormais, nous avons un président élu, qui sera le président de tous les Dominicains, à partir du 16 août prochain. Nous présentons nos félicitations à M. Luis Abinader Corona* ».

Il faut signaler que Léonel Fernandez, qui n'ayant pas réussi à se faire octroyer l'aval de son parti, le PLD, qui est aussi celui de la présidence, avait décidé de jouer la carte de la rupture. Aussi avait-il opté pour se rallier à un parti mineur, peu connu sur l'échiquier politique de la République dominicaine. Dans sa jugeote, en tant qu'ex-président de la République ayant achevé trois mandats consécutifs, il croyait pouvoir encore attirer dans son giron ses électeurs d'antan. Il se battait pour forcer son parti, le PLD, à faire choix de lui comme porte-étendard aux présidentielles de 2020. Ses ambitions politiques ainsi définies, il a eu des démêlés avec le président en fonction, Danilo Medina, qui, avisé sans doute de la déchéance politique de l'ex-président, avait jeté son dévolu de préférence sur Gonzalo Castillo.

Certes, après plus d'une décennie loin du centre du pouvoir, au moment où le président Medina, son second mandat finissant, manigançait pour effectuer un troisième tour de piste électoral en renforçant son emprise sur le PLD, Léonel Fernandez s'est rendu compte que la route qui mène à la reconquête du pouvoir est devenue, tout au moins, malaisée, pour ne pas dire impossible. Sa tentative de rallier à sa candidature des parlementaires du parti au pouvoir (son parti aussi, bien entendu) s'est révélée un désastre. D'où sa décision de faire alliance avec le « Parti du peuple » sous la bannière duquel il a placé sa candidature à la présidence.

Mais le pèlerinage de M. Fernandez en vue de son retour au pouvoir

était une catastrophe annoncée. Car les différents sondages d'opinion orchestrés, tout au long de la campagne électorale, n'autorisaient aucun espoir qu'il parviendrait à attirer



L'ex-président Léonel Fernandez Reina forcé de concéder la victoire à Abinader.

même 10 % de l'électorat. Des observateurs attribuaient son obstination forcée à poursuivre son rêve à une « *ultime manœuvre électoraliste* » qu'il aurait pu sortir de son chapeau, s'il avait les coudees franches. Mais il semble que de telles capacités aient été considérablement laminées, encore que le personnel qui aurait pu mener à bien de telles stratagèmes soit devenu indisponible avec le temps. Au fait, dit-on dans certains milieux autorisés de Santo Domingo, les magouilles qui ont failli entacher d'irrégularités les élections municipales, le 15 mars 2020, n'ont pu être relancées pour les présidentielles et les législatives du 5 juin.

Après cette défaite cuisante, que l'électorat dominicain vient d'infliger à l'ex-président Léonel Fernandez Reina, reste-t-il encore quelque ambition politique endormie dans son âme d'« *animal politique* » ? La réponse à cette question réside dans l'évolution de la présidence d'Abinader. Si l'apôtre du changement se donne les moyens de sa politique annoncée, c'est-à-dire affranchir la République dominicaine, notamment de la corruption, le paysage politique dominicain aura beaucoup changé. Ce qui forcera les dinosaures

politiques à la retraite définitive, ou bien à l'apprentissage de nouveaux talents.

Chapeau, président Medina !

De toute évidence, les élections du 5 juillet 2020 se sont déroulées sans heurts, à l'exception d'incidents fâcheux au cours desquels un officiel du PRM a été tué, lors d'une altercation dont la nature n'a pas été expliquée, tandis que trois autres personnes ont été blessées. C'est, d'ailleurs, un cas historique, en République dominicaine, vu que le président élu est sorti du rang de l'opposition.

On se rappelle, d'heureuse mémoire, par exemple, d'une situation révoltante dans ce pays lorsque Francisco Peña Goncez, un Noir dominicain d'origine haïtienne, le gagnant au premier tour des présidentielles de 1996 — car n'ayant pas obtenu la majorité nécessaire pour assurer une victoire nette et claire —, a été écarté grâce à un accord jugé contre nature entre le Parti réformiste social-chrétien (PRSC) du président Joaquín Balaguer et Léonel Fernandez Reina, le candidat du Parti de libération national (PLD) de Juan Bosch. Pour barrer la route à l'accession de Gomez au pouvoir, le président sortant Balaguer concocta cet accord avec son super ennemi, en la personne du créateur du PLD, le professeur Juan Bosch. À l'époque, ce dernier, qui avait, en fait, conclu cet accord avec Balaguer, avait essuyé les critiques des secteurs démocratiques internationaux.

En raison de cette mauvaise expérience, d'aucuns craignaient que la mentalité xénophobe dont on estime l'influence très forte, en République dominicaine, aurait pu chercher à influencer le scrutin. Car dans certains milieux politiques de Santo Domingo, l'idée de la victoire aux urnes d'un citoyen dominicain d'origine libanaise est repoussée avec véhémence. Bien que, la situation du scrutin, en 2020, soit totalement dif-

férente par rapport au déroulement des opérations électorales, en 1996. Puisque le candidat du PRM a su obtenir une marge de victoire qui a, en quelque sorte, dérouter les magouilleurs éventuels.

Mais, il faut reconnaître aussi que le président Danilo a observé une politique de profil bas, par rapport au Conseil électoral dont il s'est gardé d'influencer la tâche. Sa décision d'intervenir, sans délai, pour adresser ses félicitations à Luis Abinader, constitue la preuve, s'il en était, qu'il n'avait aucune intention d'accorder aux manipulateurs professionnels d'élections le temps de se concerter, en vue de trouver la formule qui aurait pu dérailler l'élection de Luis Abinader. Ses déclarations, suites à la



Le président dominicain sortant Danilo Medina prêche et pratique la démocratie.

proclamation des résultats, pour les présidentielles, témoignent de son état d'âme par rapport à cet événement historique. Il s'est exprimé en ces termes : « *En ce jour électoral, le modèle démocratique de la République dominicaine est sorti renforcé. De cette manière, nous adressons nos félicitations au président élu, Luis Abinader, avec qui nous avons parlé tout en lui annonçant le plus grand succès. Vive la R.D.* ». Tels sont les propos qu'il a diffusés sur son compte Twitter.

De toute évidence, M. Medina a fait preuve d'une force de caractère et d'un respect du processus démocratique rarement affichés, en pareille occasion, par des leaders dominicains. Aussi, force est d'ajouter : Chapeau, Président Medina !

Dans presque un mois, Abinader prend les rennes

Guéri du coronavirus, il y a à peine quelques semaines, Luis Abinader Corona, est devenu président élu de la République dominicaine, après son élection à une majorité décisive,

le 5 juillet. Dans presque un mois, soit le 15 août, il prête serment comme président de la République, au moment même où lui seront remis les clés du Palais national. Il y séjournera officiellement durant les prochains quatre ans, la durée de son mandat présidentiel. À moins que les circonstances soient favorables à son maintien en poste, à l'expiration de son pouvoir constitutionnel.

Le président sortant a déclaré avoir pris les dispositions de mettre sur pied une équipe de transition, en prévision du changement des gardes, au Palais national. Entre-temps, les conjectures, les suggestions et les opinions vont bon train autour du choix des membres du Cabinet ministériel du président élu. D'aucuns pensent qu'il va s'entourer d'hommes et de femmes dont les compétences contribueront largement à la concrétisation des promesses électorales du candidat Abinader.

En effet, on sait que le thème « *changement* », qui a été le leitmotiv de la campagne électorale du président élu, arrivera enfin à sa phase de mise en application, dans l'immédiat. Surtout que le peuple dominicain, assoiffé de changement, s'était identifié aux promesses d'Abinader, au point de lui octroyer une victoire ferme pour mener à bien son projet de société. Cette idée s'est, en effet, renforcée avec une majorité parlementaire, tout au moins au niveau du Sénat, le PRM ayant obtenu 18 sièges sur un total de 31, y compris le District national et Santo Domingo. Le président du Conseil électoral a fait savoir que le compte continue encore en ce qui concerne la Chambre des députés dont les résultats seront proclamés dans les prochaines heures.

À la lumière de tous ces faits, il semble que Luis Abinader a tout ce qu'il faut pour donner satisfaction au peuple dominicain. Reste à voir si ce dernier et le PRM sauront se doter de la volonté d'effectuer le changement, tel qu'il l'a expliqué durant la campagne électorale. Attendu qu'il aura affaire à forte partie, l'establishment dominicain, qui peut ne pas être sur la même longueur d'onde que lui, ou qui risque de refuser d'entendre les revendications exprimées dans le vote du 5 juillet 2020, il faut craindre que le président Abinader ne soit confronté à un réflexe de rejet.

L.J.